

• avril 1996 • n° 401 •

IMPRECOR
3 5 F F / 7 F S / 1 5 0 F B

Palestine :
L'engrenage de la violence

Mexique :
A propos du FZLN

Etat espagnol :
De l'autre côté de la transition

SOMMAIRE

PALESTINE L'engrenage de la violence <i>Tikva Honig-Parnas</i>	3
FRANCE Mouvement social et syndicalisme <i>Dominique Mezzi</i>	6
NOTES DE LECTURE	10

Dossier: Etat espagnol

L'Etat espagnol après le 3 mars 11
Manuel Gari

De l'autre côté de la transition 12
Jaime Pastor

Le panorama après le congrès 17
Joaquim Nieto

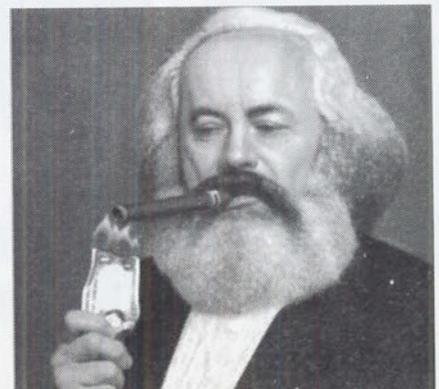
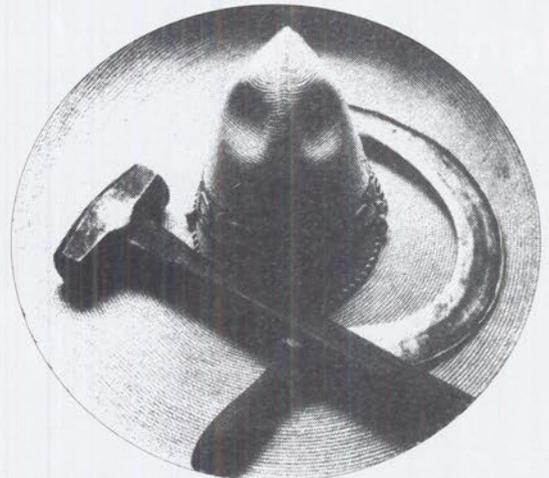
6^e congrès des CC.OO
une perspective critique 18
*Jesus Albaracin, Pedro Montes,
Agustin Moreno*

MEXIQUE 23
Renaissance d'une rébellion
Dématie radicale
L'EZLN appelle à la formation d'une nouvelle force politique
Edgard Sanchez

ECONOMIE MONDIALE 30
Une aussi courte reprise
Maxime Durand

GRECE 34
Fin d'une époque et accouchement difficile d'une nouvelle
Georges Mitralias

NOUVELLES DU MONDE 36
Polynésie : l'après CEP
Ukraine en direct !



Palestine

L'engrenage de la violence



La poursuite du processus d'Oslo censé apporter une solution au conflit palestinien-israélien, la stabilité au Moyen-Orient et la consolidation de l'hégémonie américaine dans le cadre du « nouvel ordre », semble être compromise.

*Par Tikva Honig-Parnas
Jérusalem, mars 1996*

LE MOUVEMENT DE LA RÉSISTANCE ISLAMIQUE (Hamas) dans les territoires occupés par Israël en 1967 et ses opérations militaires contre les civils israéliens (récemment, souvent sous forme d'opérations-suicide) au cœur d'Israël même, à Jérusalem et Tel Aviv, mettent des bâtons dans les roues du processus d'Oslo, et réduisent les chances du premier ministre Shimon Pères et du Parti travailliste de gagner les prochaines élections à la Knesset en mai 1996. Il est possible que le gouvernement actuel, basé sur une alliance entre le parti travailliste et Meretz, soit remplacé par un gouvernement du Likud intégrant des représentants des tendances les plus fascistes de la droite israélienne, comme les généraux Arik Sharon et Rafael Eitan (ce dernier est à la tête d'un parti d'extrême droite : Tsomet qui est entré dans un bloc électoral avec le Likud).

Le leader du Likud, Binyamin Netanyahu, a en principe accepté le cadre général des accords et a promis de ne pas chercher à annuler les dispositions concernant la « phase transitoire » qui est déjà en cours. Cela se traduirait par le respect du redéploiement de l'armée israélienne dans 60 % de la bande de Gaza et cinq villes de la Cisjordanie (ce qui représente 4 % des territoires de la Cisjordanie) et l'établissement de l'Autorité palestinienne dans ces zones. L'Autorité palestinienne exercerait son pouvoir civil — et non pas policier — sur 26 % supplémentaires de la Cisjordanie comportant 426 villages.

Aussi bien le Parti travailliste que le Likud soutiennent la conception de la « séparation partielle » exprimée lors des Accords d'Oslo, en opposition à la séparation totale qui comporterait l'établissement d'un État palestinien, le démantèlement des colonies et le partage de Jérusalem. La différence entre les deux réside dans le fait que le Parti travailliste sera un peu plus disposé à faire des concessions secondaires, techniques et principalement symboliques, lors des négociations sur le statut final qui devront s'ouvrir peu de temps après les élections en Israël.

LES DIFFÉRENCES ENTRE LES DEUX principaux partis se rapportent à des questions telles que : accorder ou non des attributs symboliques à l'Autorité palestinienne, ce qui implique qu'une victoire du Likud rendrait impossible l'effort commun d'Arafat et d'Israël de leurrer le peuple palestinien en lui faisant croire que la « phase intérimaire » des accords d'Oslo conduira à un État ou à « quelque chose qui ressemble à un État ».

Une victoire du Likud aidera uniquement les Palestiniens à découvrir plus tôt la réalité : le transfert des pouvoirs civil et policier dans la plupart des villages palestiniens à des institutions palestiniennes de collaboration, armées d'une puissante force policière visant à faciliter la tâche de l'armée israélienne. L'autorité de l'entité autonome (self-rule) sera limitée aux affaires internes et municipales, sans aucun pouvoir significatif en matière d'affaires étrangères ou d'économie et sans droit

★ PALESTINE

de contrôle sur la terre ou les ressources d'eau qui seront, bien évidemment entre les mains des Israéliens. L'« Accord intérimaire » est en réalité très proche de la vision qu'a le gouvernement israélien de l'accord final.

Une fuite à propos du récent accord secret rédigé par les deux ministres palestinien et israélien, Yossi Beillin et Abu Maazen (architectes tous les deux des accords d'Oslo), fournit une image détaillée de la future entité palestinienne qui découlera des négociations sur le statut final.

Selon Beillin : « Les Palestiniens sont préparés à accepter une solution où ils récupéreront la majeure partie des territoires (occupés en 1967), sans obtenir ni démantèlement des colonies, ni le retour aux frontières de 1967 et en concédant un arrangement sur Jérusalem qui les laisserait avec moins de pouvoir que celui attribué à une municipalité ».

Le plan israélien, accompagné par des accords économiques, laisse les Palestiniens sans espoir d'échapper à la persistance de l'exploitation au profit d'Israël — exercée à la fois par le contrôle direct israélien et par le régime autoritaire d'Arafat. En outre, les accords d'Oslo ne contiennent aucune disposition

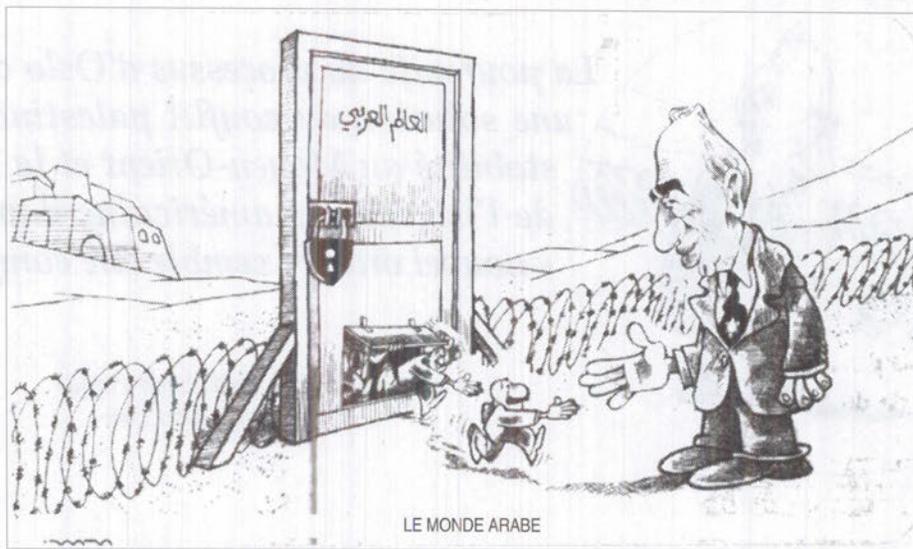
assurant les droits humains les plus élémentaires pour le peuple palestinien — car la « sécurité » d'Israël exige un contrôle absolu sur les mouvements des Palestiniens résidant dans les territoires autonomes ainsi que sur leur production, entre les différents « cantons » et entre les différentes zones d'autonomie et les différents pays y compris Israël. La négation de ces droits humains fondamentaux (droit d'acquiescer un logement, droit aux soins et à l'éducation) a des répercussions très lourdes sur la vie quotidienne des Palestiniens dans ces zones. La politique israélienne de bouclage, d'expropriation des terres agricoles et de déracinement dans de large régions de plantations, vise à abaisser le niveau de vie des travailleurs et des paysans, à prolétarianiser ces derniers afin de produire une main-d'œuvre subordonnée et à bon marché pour les projets industriels à l'intérieur de la bande de Gaza et de la Cisjordanie, ce qui sera bénéfique essentiellement pour Israël et les investissements étrangers et guère pour les Palestiniens.

Ce sont ces perspectives et l'expérience actuelle du chômage, de la malnutrition et du bouclage imposé par Israël qui ont engendré les opérations de résistance islamique dirigées essentiellement par Hamas (mouvement appuyé par plus de 15 % de la population) et dans une moindre mesure par le Jihad islamique (bénéficiant du soutien de moins de 3 % de la population). En raison de la marginalisation presque totale de la gauche palestinienne (le Front populaire de libération de la Palestine et le Front démocratique de libération de la

Palestine) aussi bien comme courant politique que militaire, l'opposition islamiste demeure la seule force alternative susceptible de conduire des actions de résistance à l'occupation. En effet, c'est la lutte contre l'occupation, et pas uniquement le « fondamentalisme religieux », qui est la motivation majeure de jeunes volontaires pour les attaques-suicide. Les paramètres stratégiques qui guident l'action du mouvement Hamas sont d'une part faire obstacle au processus d'Oslo et de l'autre réaliser les droits nationaux du peuple palestinien — et non pas l'établissement d'un État islamique.

Il y a deux ans, l'action armée de la résistance islamique en Palestine était dirigée exclusivement contre les soldats et autres cibles militaires. Mais depuis le massacre perpétré par le colon Baruch Goldstein dans l'enceinte de la Mosquée d'Ibrahim en hiver 1994 (suivi par de nouveaux meurtres commis par l'armée à l'extérieur de la mosquée) la résistance islamique a commencé à s'attaquer à des civils israéliens au sein même des frontières de l'État d'Israël. Les opérations-

suicide deviennent de plus en plus la principale technique employée. L'étendue du carnage causé par ce mode d'opération est de loin plus important que les dégâts provoqués par un combattant solitaire — ou même une petite unité utilisant des moyens conventionnels. Les différents types d'opérations militaires sont descendus de



4 000 en 1992 à 600 en 1995 tandis que le nombre de morts est passé de 33 à 80.

Toutefois, les armes du bouclage, du chômage et de la faim qu'Israël emploie souvent en réponse à ces opérations et le risque de perte du soutien des gens fatigués et affamés qui fondent encore leurs espoirs sur le processus d'Oslo, poussent la direction politique de Hamas à abandonner la lutte armée contre l'occupation et à s'efforcer de s'intégrer dans le cadre de l'Autorité palestinienne, en tant qu'opposition politique. Néanmoins, Israël rejette les offres de Hamas, qui se profilent depuis plus d'un an, de s'intégrer dans le « processus de paix ». Israël a également repoussé les propositions transmises par Hamas, au cours des négociations avec l'Autorité palestinienne, d'arrêter les opérations militaires en échange de l'arrêt des persécutions de ses militants et la libération d'environ mille prisonniers. Ces offres n'ont pas cessé même après l'assassinat par Israël du dirigeant du Jihad islamique Fathi Shakaki à Malte en 1995 et l'assassinat de l'activiste de Hamas, Yihya Ayyach, dans la bande de Gaza, au mois de janvier 1996 — après six mois de cessez-le-feu décrétés par Hamas — survenu au moment même où l'Autorité palestinienne était sur le point de conclure un accord avec Hamas sur sa cooptation dans le cadre des appareils de l'Autonomie. Israël a délibérément saboté la politique de l'Autorité palestinienne et également empêché la participation de Hamas aux élections pour le Conseil palestinien en imposant des conditions non exigées aux autres candidats, à

savoir déclarer son soutien aux accords d'Oslo, ce que Hamas ne pouvait accepter.

Israël n'a aucun intérêt dans la croissance d'une opposition politique palestinienne militante — islamiste ou laïque — qui chercherait à sauvegarder les droits nationaux palestiniens lors de la dernière phase des négociations. Israël ne croit pas non plus en la capacité d'Arafat à maintenir ces militants dans le cadre d'une opposition loyale. Il préfère plutôt que l'Autorité palestinienne écrase Hamas dans une confrontation totale, au risque même d'une sanglante guerre civile palestinienne.

Embarqué dans ce processus, Arafat perdrait toute légitimité aux yeux de son peuple, ce qui mènerait à son remplacement par un autre dirigeant où encore à ce que son pouvoir soit totalement dépendant des baïonnettes israéliennes.

C'est pourquoi Arafat résiste à la pression israélienne et s'abstient d'effectuer des arrestations massives dans les rangs de la direction militaire de Hamas (ce qui n'est pas le cas avec le Jihad organisation plus faible). Arafat ne veut pas non plus déclencher une réelle guerre contre l'infrastructure civile de Hamas, avec lequel il poursuivait la négociation. Comme l'a déclaré le chef de la des services secrets israéliens à la commission des affaires étrangères au Knesset : « Arafat pense qu'un torrent de sang au sein de la communauté palestinienne pourrait le mettre plus en danger que la poursuite du terrorisme par Hamas. Aujourd'hui il cherche l'entente avec Hamas plutôt que la guerre. Arafat croit toujours qu'il possède un espace pour manœuvrer face à Israël et aux États-Unis, et ne montre aucune détermination dans cette guerre. »

Le rejet récurrent des propositions de Hamas par Israël et sa poursuite dans la persécution des activistes du mouvement avec la participation d'une partie des services de sécurité palestiniens sous la pression d'Israël, mettent Hamas au pied du mur et renforcent les voix qui appellent, en son sein, à la poursuite de la lutte armée. Cela a conduit au dernier round des opérations-suicide.

Les répercussions des derniers développements dans l'opinion publique israélienne menacent les chances de Pères à une victoire électorale ainsi que la poursuite du processus d'Oslo. Une part de l'anxiété hystérique provient des médias, des grands chroniqueurs et des établissements politiques et académiques. Cela va de pair avec un discours soulignant la « menace pour la survie nationale » que représentent les opérations de Hamas. Pour renforcer ce climat, on a agité la mémoire collective : la terreur de générations de Juifs face à la persécution antisémite. Non seulement le fait qu'Israël soit une puissance nucléaire a été exclu du débat public mais il n'y a eu presque aucune tentative pour placer les opérations de Hamas dans le contexte de la poursuite de la colonisation. La « haine juive » fondée par les croyances religieuses islamiques est perçue comme la seule motivation des actions-suicide. Une tel climat est inévitable dans une société judéo-sioniste, dont le gouvernement a signé un accord de « paix » dans lequel le mot « occupation » n'est jamais mentionné. Un tel climat est également inévitable dans une société où le discours sur les origines du conflit israélo-palestinien n'a guère changé depuis Oslo, y compris au sein de la gauche sioniste, qui s'abstient de qualifier le projet sioniste de « colonialiste ». En réponse à l'intensification de la pression israélo-américaine, les forces d'Arafat ont arrêté environ 700 personnes dans les zones de l'autonomie (Cisjordanie) et dans le nord de la

ville de Gaza. La plupart étaient membres des mouvements islamiques mais il y avait aussi quelques activistes du FPLP. La police de l'Autorité palestinienne a également arrêté plusieurs dirigeants politiques de Hamas dans la ville de Gaza y compris ceux qui ont conduit les négociations avec l'Autorité palestinienne. Pour mettre hors-la-loi les unités Iz-a-Din al-Qassam, l'Autorité palestinienne procède à des arrestations et effectue des razzias dans les foyers et les institutions en Cisjordanie et dans la ville de Gaza. Bien évidemment, dans sa guerre contre l'opposition islamique Arafat n'a point repoussé ni la coopération du Shabak (les Services secrets israéliens) ni celle de la CIA. Il s'est même entretenu avec le chef de cette dernière trois jours avant la tenue de la conférence de Sharm al-Sheikh.

Néanmoins, malgré l'impasse dans laquelle il s'est fourvoyé, Arafat s'efforce toujours d'éviter de dépasser la ligne qui pourrait conduire vers des « rivières de sang » qu'Israël attend de lui. A titre d'exemple il refuse toujours d'arrêter un nombre de « notables » figurant sur la liste que lui a présenté Israël, parmi lesquels Mahmoud Deif, supposé caché dans les territoires contrôlés par l'Autorité palestinienne.

Cela explique l'insistance de Pères à qualifier les efforts de l'Autorité palestinienne d'« insuffisants ». Il a déclaré que la « période-test » pour Arafat n'est toujours pas satisfaisante, qu'Israël ne reprendra pas le dialogue avec lui et n'évacuera pas le centre d'Hébron, fin mars 1996 conformément aux accords de Taba, tant que certaines conditions ne seront pas remplies.

Finalement, Pères est pris dans son propre traquenard : la guerre totale qu'il a déclarée contre Hamas pourrait se retourner contre lui. Les armes civiles et politiques de Hamas, et pas uniquement sa branche armée, sont profondément enracinées dans la société palestinienne et il faudrait beaucoup de temps pour éradiquer ce mouvement. Entre temps, — afin d'assurer sa survie et celle du processus d'Oslo — Pères se livre à une punition collective (surtout le bouclage des territoires). L'accroissement du désespoir et de la rage ne feront que renforcer la résistance islamique qui pourrait mettre le processus d'Oslo en péril et démasquer la grande escroquerie qu'il représente. S'agit-il-là, vraiment, des espoirs pimpants des États-Unis quant à l'émergence d'une certaine « stabilité » au Moyen-Orient.



France

Mouvement social et syndicalisme

« Méfions-nous de l'eau qui dort » écrivions-nous dans un précédent article d'*Inprecor* (mars 1995) consacré à la crise du mouvement social et du syndicalisme en France. Les mouvements de novembre-décembre 1995 ouvrent une nouvelle donne. Mais ils soulèvent aussi des problèmes inédits sur les rapports entre le social, le syndical, le politique, ou entre courants internes et externes aux confédérations.

Dominique Mezzi

Paris, mars 1996

C'EST DANS LE PAYS OU LE TAUX de syndicalisation est le plus faible de l'OCDE, où le nombre des conflits sociaux était descendu extrêmement bas dans les dernières années (la conflictualité en France est une des plus basses en Europe), où la crise organisationnelle et politique du mouvement ouvrier est très forte, que le réveil social de l'automne 1995 a provoqué une peur panique dans l'élite politique bourgeoise française et européenne. Et si ce mouvement inaugurerait un nouveau cycle de grèves et de mouvements sociaux originaux, opposant les exigences sociales et démocratiques des populations travailleuses au système maastrichien, à la dictature des critères de convergence ?

Ainsi la crise elle-même, au-delà des chiffres bruts, par les interrogations qu'elle suscite du sommet à la base des organisations, par les secousses qu'elle a déjà produites et les expériences nouvelles qu'elle a suscitées (nouvelles organisations syndicales, nouveaux courants publics dans les anciennes) pourraient bien avoir aussi des effets bénéfiques. En tout cas entre le 10 octobre et le 16 décembre 1995, un mouvement social de deux à trois millions de personnes a su se frayer une voie d'expression en contournant et en épousant simultanément les outils syndicaux, en inaugurant aussi des formes horizontales et régionales de liaisons interprofessionnelles directes entre les salariés eux-mêmes.

UN SYNDICALISME SANS SYNDIQUÉS

Après les grèves, un courant de syndicalisation, pas forcément puissant, va sans doute se produire. Mais en partant de très bas. Dominique Labbé, chercheur à Grenoble, vient de rendre publique une étude, sans doute très complète, sur les effectifs des confédérations syndicales françaises. Le calcul se fait sur la base de neuf cotisations versées par an et

non douze. Elles ont perdu 50 % de leurs adhérents en vingt ans, la CGT en a perdu les deux tiers. Moins de 10 % des salariés sont syndiqués, (5 % dans le secteur privé) soit deux millions de personnes en tout sur 19,5 millions d'actifs.

► En 1993, la CGT aurait compté 630 000 adhérents, dont 160 000 retraités. C'est aussi le chiffre officiel qu'elle annonce dans un souci de transparence, Louis Viannet, secrétaire général réélu au congrès de décembre 1995, reconnaissant publiquement dans un livre avoir « menti » auparavant.

► La CFDT, qui déclarait être la première organisation à son congrès de Montpellier en avril 1995 avec 650 000 adhérents, n'en aurait que 515 000, retraités compris.

► Force ouvrière (issue d'une scission de la CGT en 1947), qui vient d'achever un congrès avec un débat houleux, prétend à un million d'adhérents, mais n'en a que 375 000.

► La Confédération générale des cadres (CGC) organise 111 000 personnes, la centrale chrétienne (CFTC) 93 000.

► Avant la scission de 1992-1993, la Fédération de l'Éducation nationale (FEN) totalisait 300 000 adhérents, mais c'est la nouvelle Fédération syndicale unitaire (FSU) avec plus de 150 000 adhérents, qui rassemble les forces les plus dynamiques.

► Les autres syndicats non confédérés sont regroupés en deux pôles : un pôle dynamique avec le Groupe des dix (environ 60 000 adhérents), où se retrouvent notamment SUD (10 000 adhérents) et le Syndicat national unifié des impôts (SNUI, 20 000 adhérents). SUD connaît la progression la plus rapide en adhésions et en audience (deuxième syndicat aux Télécoms). Ce groupe comprend aujourd'hui non plus dix, mais dix-huit syndicats et resserre ses liens organisationnels pour former une Union syndicale fédérative avec des statuts communs testés pendant un an. Les dissidences CFDT récentes, qui ont

constitué SUD-Rail à la SNCF, le rejoignent et revendiquent 2 000 cartes.

Le deuxième pôle non confédéré, l'Union nationale des syndicats autonomes (UNSA) partage une conception syndicale proche de celle de la direction CFDT et rassemble essentiellement la FEN et une fédération de fonctionnaires (FGAF). Mais depuis le mouvement de grève de décembre 1995, la FEN est traversée de vifs débats portant notamment sur l'arrêt de la grève.

Au total, la palette syndicale française fourmille donc de mille nuances et diversités sur le plan des pratiques et des orientations. Tout le débat d'avenir porte sur l'évaluation des champs de forces essentiels pour une restructuration unitaire et tournée vers l'action.

POUR UN SYNDICALISME QUI DÉLIBÈRE

Le mouvement de novembre-décembre 1995 a été possible parce qu'existait une poussée sociale rampante, une révolte sourde contre les dégâts du libéralisme, déjà perceptible dans certaines luttes depuis quelques mois, y compris pendant la campagne électorale elle-même. Mais aussi parce que le syndicalisme en crise a eu suffisamment de flexibilité, de perméabilité notamment sur le plan local aux attentes démocratiques et unitaires venant de centaines de milliers de personnes.

Les grandes confédérations ne parviennent plus à tracer autoritairement le chemin et à contrôler les aspirations sociales. Elles doivent nécessairement, pour leur propre survie, tenir compte des transformations du salariat, des attentes démocratiques très visibles depuis plusieurs années, des capacités d'inventions revendicatives et d'actions collectives. Le niveau de formation culturelle général du salariat s'est élevé. Les femmes attendent des pratiques d'action où elles seront écoutées. Les jeunes refusent d'obéir à des consignes non discutées. Les chômeurs eux-mêmes, en dépit de leur exclusion sociale, voire politique, et souvent en dépit de jugements négatifs qu'ils portent sur les syndicats, sont à la recherche de formes d'entraide, de coopération, et d'une nouvelle éthique collective de la forme associative, avec une grande qualité d'écoute. Leurs actions percutent directement la fonction confédérale des « grandes » organisations.

Au total, le syndicalisme qui marche est celui qui se retrouve en phase d'abord avec les aspirations unitaires, la combativité sans complaisance avec les élites patronales ou gouvernementales, mais aussi avec l'intelligence collective des salariés. Ce syndicalisme de l'intelligence et de l'auto-activité contrôlée au plus près de la base fait le succès des syndicats qui en ont fait leur fil à plomb. Cela peut être le cas, à des degrés divers, dans tout le champ syndical. C'est ce qui fait le succès de SUD, de la FSU (avec cependant beaucoup de différences de rythmes en son sein). Mais c'est aussi ce qui guide la recherche empirique de syndicats CGT, de militants en panne de projets politiques et parfois en position de responsabilité dans des interprofessionnelles ou des fédérations. C'est très probablement cette forme syndicale à laquelle aspirent majoritairement les équipes CFDT, dont la culture démocratique et une approche liée au « terrain » sont très grandes. Cela explique que la direction CFDT Notat, qui a fait le choix d'accompagner le capitalisme et la fraction éclairée du patronat, s'est d'autant plus violemment repliée dans son bunker bureaucratique : elle se sait fragilisée dans un vrai débat syndical parcourant la confédération. Il en est de même évidemment du conglomerat stalinien ou ex-stalinien, très effrité et sans boussole mais encore majoritaire dans la CGT, dont la tradition syndicale monolithique fait appel au sentiment d'isolement et de besoin de protection des travailleurs les plus dominés, peu habitués au débat pluraliste avec son aspect déstabilisant. Là aussi, ouvrir les vannes

d'un débat syndical libre, du sommet à la base, équivaut à une forte déstabilisation du noyau bureaucratique.

Bien entendu, un syndicalisme proche du contrôle direct des salariés, peut aussi aller de pair avec un syndicalisme très « professionnel », doté d'une efficacité propre et peu désireux de s'inscrire dans un changement social d'ampleur encore flou. On en trouve des aspects partout, dans la FSU (professeurs du secondaire), dans la CGT, dans le SNUI, ou dans les qualifications féminines nouvelles rendues visibles par des luttes (infirmières)... Cela met aussi en évidence un retard du syndicalisme à réfléchir aux questions professionnelles en liaison avec la démarche revendicative générale et à intervenir directement sur la critique du travail concret, son mode d'organisation, les satisfactions ou les souffrances qu'il procure aux salariés, etc. Les problèmes professionnels ne sont pas seulement des revendications catégorielles, ils touchent au vécu, ici et maintenant, des situations de travail, des hiérarchies, des techniques, situations que le syndicalisme n'a que fort peu abordées, contrairement au patronat.

LE 45^e CONGRES CGT

Ouvert le 3 décembre 1995, il s'est complètement déroulé dans la phase ascendante de la grève. Deux types de débats l'ont traversé avec passion : un débat sur l'action « à chaud » et un débat sur le projet syndical CGT en direction de tout le syndicalisme.

Une probable majorité de congressistes, notamment cheminots, transports, étaient venus directement mandatés par leurs assemblées en grève et attendaient de fortes consignes nationales. Mais le discours inaugural de Louis Viannet fut en complet décalage avec cette demande, réclamant seulement « une table de négociation » et annonçant la prochaine journée unitaire qui créerait une « onde de choc ». Quatre fois au cours de la semaine du congrès, la direction a été interpellée par des dizaines de militants debout et exigeant de prendre la parole pour durcir son attitude, pour appeler à la grève générale, ce qui ne signifie pas forcément lancer des ordres d'en haut, comme à une certaine époque révolue, mais bien soumettre au débat des assemblées de travailleurs la perspective d'une grève générale à organiser ensemble, avec des objectifs revendicatifs soigneusement débattus pour atteindre le secteur privé. C'était notamment la question du retour aux 37,5 annuités de cotisation de retraite dans le privé, supprimées sans combat et portées à 40 ans dès le retour de la droite en 1993.

Le deuxième débat du congrès devrait porter sur le projet syndical à long terme. La direction Viannet a su naviguer jusqu'ici entre les courants les plus sectaires, elle a même repris quelques-uns des thèmes des opposants critiques sur la nécessité d'une ouverture sociale et d'un projet de « syndicalisme rassemblé », terminologie dont le contenu peut varier, même si le texte adopté au congrès exclut explicitement toute conception ancienne d'unité « autour de la CGT ». C'est ainsi que la CGT a activement participé à la manifestation du 25 novembre pour les droits des femmes (40 000 personnes à Paris), avec plus de cent associations et syndicats. Rarement, on avait vu la CGT s'investir autant dans un cadre unitaire dont elle ne maîtrisait pas les leviers : de véritables réunions décentralisées de préparation ont eu lieu dans les syndicats. Localement aussi, une ouverture réelle se manifeste et des collaborations sont possibles entre syndicats, associations, en défense des chômeurs (avec AC !), ou sur des questions antiracistes. En ce qui concerne les démarches unitaires et la nouvelle ligne du « syndicalisme rassemblé », la CGT s'est efforcée en 1995 d'éviter les cassures, elle s'est entremise pour construire des liens entre les journées de lutte. Par exemple : elle a appelé et soutenu la journée des fonctionnaires du 24 novembre, en lui donnant une dimension interprofessionnelle. Elle a aussitôt après



soutenu l'initiative auto-proclamée de FO du 28 novembre, qui, sans cela, serait apparue comme très isolée et aurait donc eu un effet négatif sur la dynamique montante du mouvement. Mais Viannet prend soin aussi de limiter la portée novatrice de cette unité, il ne dessine pas de projet d'ensemble, il insiste sur les spécificités propres, à préserver, de chaque confédération sans permettre que des débats transversaux puissent traverser le champ syndical et sans indiquer la possibilité d'un nouveau syndicalisme confédéré unitaire et pluraliste sans exclusive. Il s'est aussi refusé à traduire cette nécessaire ouverture de la pratique syndicale CGT en terme de choix de direction nationale, à la Commission exécutive et au Bureau Confédéral (où certains opposants ont été éliminés). Même si la CGT apparaît maintenant beaucoup plus autonome dans le champ social et politique, notamment vis-à-vis du PCF, sa direction a incontestablement des intérêts propres à faire valoir comme l'interlocuteur redevenu incontournable des grandes négociations nationales et des grands compromis. C'est pour cette raison que Viannet ne tenait pas à ce que la grève aille jusqu'à renverser le gouvernement Juppé.

Cette situation est néanmoins dangereuse et porteuse de contradictions. La ligne unitaire officielle et codifiée dans des textes souvent corrects se heurte d'ores et déjà aux vieux démons du repli sur les méthodes bureaucratiques traditionnelles ou sans imagination. La CGT engrange momentanément de bons résultats aux élections professionnelles, ce qui lui permet de reporter les choix et de naviguer à vue. Reste à coordonner publiquement des expériences syndicales porteuses de renouveau, quelles que soient leurs approches parfois fort différentes ou même divergentes, associant tous ceux qui ne se satisfont pas du double langage du sommet.

FO ENTRE DEUX ÉPOQUES

En 1989, quand Marc Blondel a été élu pour la première fois secrétaire général, le débat opposait ceux qui étaient prêts à envisager de couler FO dans un projet syndical dit de « recomposition » associant la direction CFDT, la FEN et FO. Le but était d'isoler la CGT en la renvoyant à son archaïsme « lutte de classe » et en la laissant s'user à petit feu face au déchaînement libéral. Pendant ce temps, un syndicalisme présentant un certain visage uni et cohérent négocierait des compromis, plus ou moins selon le modèle rhénan, idéalisé pour arranger les théoriciens de cette entreprise de destruction syndicale.

Pour l'essentiel, ce schéma a fort heureusement échoué.

Mais sa première phase s'est accomplie et s'est retournée contre ses auteurs comme un boomerang. En effet le projet comportait au passage l'exclusion violente d'une bonne partie de la FEN, considérée comme trop liée au syndicalisme de lutte (le SNES, Syndicat national de l'enseignement secondaire, animé par la tendance Unité et Action, « communiste » par son histoire, mais traversée de beaucoup d'interrogations nouvelles). On sait ce qu'il en advint : la résistance des équipes syndicales militantes et politisées, y compris dans l'enseignement primaire, la naissance de la FSU qui s'est affirmée depuis deux ans comme la principale organisation syndicale active et unitaire dans l'Éducation nationale. Dans les manifestations de décembre 1995, le SNES s'est parfois fait prier pour généraliser la grève (contrairement au syndicat des instituteurs plus actif), mais les manifestations FSU furent grandioses et très dynamiques. A l'échelle nationale et encore plus à l'échelle locale, avec cependant le handicap de son implantation sectorielle, la FSU est en position charnière pour prendre des initiatives rassembleuses, si elle sait tenir compte de toutes les données contradictoires de la mosaïque syndicale.

Dans FO l'élection de Blondel en 1989, soutenue vivement par le courant « trotskyste-lambertiste », a également coupé court à une dérive droitiste. Mais FO se retrouve coincée entre deux logiques syndicales, toutes les deux fortement déstabilisatrices d'une culture syndicale très ancrée sur des schémas idéologiques identificateurs, alors que la confédération se veut « apolitique » ou indépendante : refus de la CGT « communiste », de la CFDT pro-ministérielle ou « pro-Vatican », refus de toute expérimentation syndicale nouvelle sur le terrain des chômeurs, refus de toute logique unitaire permanente, refus de défendre l'« intérêt général » au nom du fait qu'un syndicat défend l'intérêt des « salariés ». La place de FO s'est donc considérablement rétrécie et s'arc-boute sur des positions institutionnelles (gestion des caisses de Sécurité sociale) qui ne peuvent renouveler son espace social. FO garde une capacité de résistance face aux mauvais coups du gouvernement bourgeois. Sa participation à la grève a contribué à la dynamique de grève générale, mais FO a coupé court brutalement à toute idée de rapprochements syndicaux structurels. « Je n'y aurais aucune place » a reconnu franchement Blondel, dans un scénario de fusion CGT-FO. Un tel scénario, qui a des oreilles attentives dans certains secteurs CGT sectaires, a commencé à être discuté par le lancement au printemps 1995 d'un appel dit de 500 syndicalistes (250 FO, 250 CGT) affirmant que FO et CGT sont « les deux rameaux issus d'un tronc commun ». Cette initiative est très soutenue par *Informations ouvrières*, journal du Parti des travailleurs (PT), qui a même constitué un « mouvement politique pour

le manifeste des 500 ». Cependant IO s'empresse d'ajouter qu'une telle fusion n'est pas du tout à l'ordre du jour, et dans le dernier congrès FO, cette affaire fut complètement passée sous silence par les militants trosko-lambertistes qui visiblement n'avaient pas grand-chose à dire d'autre que la direction en place, qu'ils qualifient pourtant de « réformiste ».

La place très importante des lambertistes dans l'appareil de FO a quand même déclenché la base argumentaire de départ d'une opposition à la direction Blondel apparue ces derniers mois, mais qui n'a recueilli que 20 % des voix au congrès contre son bilan. Dirigée surtout par des militants de sensibilité socialiste, elle avance des axes corrects sur la réduction du temps de travail, sur la menace raciste et fasciste. Mais son anti-communisme primaire, sa critique de la poignée de main de Blondel avec le secrétaire de la CGT le 28 novembre, paralysent son développement, même s'ils entraînent de vrais syndicalistes.

NICOLE NOTAT A-T-ELLE UN AVENIR ?

Le congrès de Montpellier de la CFDT, au printemps 1995, avait montré que la direction confédérale tenait bien en main son appareil et n'était pas confrontée à une opposition capable de proposer une alternative de direction. Mais elle avait montré aussi que la base syndicale rejetait, par toute l'expérience passée, le type de syndicalisme du compromis sur les bases du patronat incarné par Notat. Celle-ci a d'ailleurs dû prendre et conserver le pouvoir par un coup de force et ce genre de méthode laisse toujours des traces.

Par la suite, la confédération, sans rien changer sur le fond de son orientation, a lâché du lest sur l'action et un peu sur l'unité. La journée avec la CGT du 14 juin 1995 avait pour la première fois pour thème la réduction du temps de travail. À l'automne 1995, la CFDT participe à la journée test du 10 octobre qui par sa massivité et son aspect rassembleur large, ouvrait la possibilité d'un élargissement des luttes. Elle accepte également de signer le 30 octobre une plate-forme commune permettant à un front uni syndical de démarrer en défense de la Sécurité sociale, tout en ouvrant un débat possible. Le changement à 180° s'est fait le 15 novembre, quand Notat a utilisé une émission grand public, aux côtés de Vianet et Blondel, pour appuyer totalement le plan Juppé. Il est clair que si tel n'avait pas été son choix politique, Juppé aurait été paralysé sur le champ. L'immense majorité des syndiqués honnêtes de la CFDT, y compris non organisés dans l'opposition traditionnelle, ont découvert que leur secrétaire générale était prête à soutenir un gouvernement de droite contre les travailleurs, contre une grève qui démarrerait à la SNCF. Elle a même mis en place un « Comité de vigilance » pour que Juppé ne cède pas aux lobbies de tous ordres. Elle est largement liée à la réussite du 1^{er} Ministre, lequel est de plus en plus menacé dans son propre camp qui lui reproche de gouverner en mettant le feu aux poudres dans tout le pays.

Aussitôt l'opposition CFDT, qui diffusait depuis huit ans un bulletin *Les Cahiers* à environ mille exemplaires, et qui représentait environ 35 % des mandats au congrès de Montpellier, s'organise. Elle commence à défiler dans les manifestations des derniers jours de décembre avec le logo « CFDT en lutte ». Un appel est rendu public le 7 décembre 1995 (*Le Monde*) : « La CFDT dans l'unité et dans l'action », signé par six cents responsables. Une réunion nationale de syndicats opposés à la ligne Notat se tient à Paris début janvier. Une pétition est lancée dans la confédération pour demander un congrès extraordinaire après ce qui est considéré comme une trahison du mandat de Montpellier. Environ 600 syndicats l'ont signée à ce jour. Même si la proposition n'a recueilli que 17 % des voix au Conseil national confédéral (CNC), l'examen des interventions orales au CNC montre une quantité de régions et fédérations qui, tout en acceptant la légitimité

de la direction actuelle, font état d'un très grand malaise des syndicats de base. Les voyages de Notat ou des membres de la Commission exécutive dans certains syndicats, en principe acquis à la majorité confédérale, montrent également qu'une faille très profonde s'est ouverte et que la confiance a disparu. Pendant ce temps, la direction Notat menace d'isoler les opposants par une tactique habile : par son mépris violent des structures en lutte, elle crée un sentiment d'exaspération qui facilite les démissions individuelles et collectives. Plusieurs syndicats sont mis sous tutelle ou menacés de radiation. L'opposition s'est structurée autour d'un journal de masse mensuel dont deux numéros sont sortis à cent mille exemplaires et reçoivent un écho très favorable. Comme si la véritable tradition CFDT, qui a fait sa force dans les années 70, se remettait en marche pour reconstruire la CFDT d'aujourd'hui.

Nous entrons donc dans une période de turbulences pour le syndicalisme. Plusieurs voies sont possibles.

La première consiste à accompagner la colère légitime des syndiqués, qui estiment que Notat brise la maison commune. C'est la décision de sortir du cadre confédéral pour reconstituer peu à peu un tissu de liens interprofessionnels à partir des syndicats déjà organisés dans le Groupe des dix. Cette tactique est destinée à peser ultérieurement, par l'extérieur essentiellement, sur les confédérations et notamment la CGT. C'est la voie qu'ont choisie les camarades autour de SUD-Rail à la SNCF, mais d'autres également sont tentés par la démarche. Il est certain que bien des syndicalistes de base ne peuvent supporter longtemps d'avoir à se battre à la fois contre leur secrétaire général et contre leur patron.

L'autre voie cherche jusqu'au bout à organiser un courant public pour le débat et l'action, à représenter un pôle de regroupement pour les multiples différenciations qui vont se développer dans la CFDT et notamment dans le secteur privé avec des rythmes décalés. C'est la voie qui permet d'organiser l'opposition la plus massive, à condition qu'elle soit aussi active vers l'extérieur, pour attirer les travailleurs, pour dessiner un projet syndical d'unité avec tous, que précise et formatrice vers l'intérieur pour convaincre ceux qui hésitent. Mais les moments de grande confrontation sont aussi les moments de prise de conscience bougent vite. Notat ne restera pas inactive. Elle ne peut guère tolérer un vrai débat démocratique prolongé.

Les attentes nouvelles du salariat, les espoirs mis dans un syndicalisme qui se renouvelle, qui écoute, qui permette aux travailleurs de débattre et trancher les questions, doivent conduire à mettre en relation, localement et nationalement, les structures syndicales les plus avancées. L'idéal serait que les cégétistes unitaires et actifs assimilent et comprennent les problèmes de la CFDT, que les militants de SUD raisonnent comme s'ils étaient le courant d'une fédération unitaire, que les cédétistes parviennent à limiter les impatiences légitimes, que les unitaires de la FSU jouent un rôle clef de rassemblement de tous. Un véritable Front commun syndical des forces qui ont agi ensemble en novembre-décembre 1995 ne peut se constituer que si plusieurs secteurs militants poussent dans la même direction.

En Italie, les confédérations syndicales agitent le projet d'une confédération unique pour isoler les secteurs radicaux. En France, le projet d'une recomposition de droite avec une aura unitaire a du plomb dans l'aile. Mais il y a au contraire la possibilité de faire vivre le projet d'une confédération unitaire, qui n'exclue personne à priori, et qui rassemble, avec une large liberté de parole et d'action la très grande majorité des syndicats tournés vers l'action. Pour préparer une nouvelle grève de masse, ce serait mieux.



Livres du mois

Un philosophe français vient d'écrire deux livres sur Karl Marx : centrer la pensée de Marx sur les problèmes actuels ; in *Informer- Argumenter*, revue de l'Institut du marxisme-léninisme et de la pensée de Ho Chi Minh- Hanoi, février 1996-21^e année.

« Daniel Bensaid, philosophe et professeur à l'université de Paris VII vient de publier deux ouvrages sur Karl Marx : *Marx, l'intempestif* et *La discordance des temps*. Ces deux livres analysent et apprécient la contribution de Marx à la connaissance de la société.

Selon l'auteur, ils visent à évaluer le dynamisme d'une grande idéologie dès lors qu'elle ne demeure pas rigide : relire Marx ne signifie pas oublier les controverses autour de son héritage car nous avons compris combien la pensée marxiste s'est enrichie au fil du temps.

L'auteur pense que le moment est venu de recenser, mais pas de façon autoritaire, tous les importants problèmes que Marx nous a laissés à résoudre ou qu'il n'avait pu aborder. L'auteur écrit : aujourd'hui il est opportun d'analyser ces problèmes alors que l'actualité du capitalisme n'a jamais été plus internationale, plus planétaire. La lecture de ces ouvrages de référence permet de centrer la pensée de Marx sur les questions actuelles posées par l'histoire, l'époque et la science. Ceci nécessite de bien coller à son époque, aux battements de son cœur, à sa sensibilité et à ses relations sociales.

Il ne suffit pas de comprendre la doctrine marxiste et son urgence politique, il faut également assimiler la pensée et les découvertes scientifiques de notre temps. »

Andrée Michel, *Surarmement, pouvoirs et démocratie*, L'Harmattan, Paris 1995, 390 pages.

Avec son ouvrage paru à l'automne et intitulé *Surarmement, Pouvoirs et Démocratie*, Andrée Michel se livre à une étude rigoureuse, à la fois précise et touche-à-tout des multiples facettes de « l'économie politique de la bombe ». Andrée Michel est directrice honoraire de recherche au CNRS mais on la connaît surtout pour ses engagements politiques pour les droits des femmes ou pour la paix. Fruit des combats de son auteur, ce livre n'évite aucun des sujets auxquels sont confrontés ceux qui récusent le nouvel ordre militaire mondial, inauguré en 1991 dans les déserts du Golfe par une armada sans précédent. Un livre radical qui remonte jusqu'à la racine de ces phénomènes de militarisation tout azimut. « Pourquoi le surarmement ? Par quelle formation sociale et quels mécanismes se reproduit-il ? Quelles sont les catégories sociales et les peuples qui en paient le prix ou

au contraire en profitent ? Quels sont les mythes, les idéologies et les institutions qui entretiennent la reproduction de « l'ordre militaire mondial » ? Existe-t-il des forces sociales qui permettent d'espérer en l'avenir d'un monde, débarrassé de sa violence ? », autant de questions auxquelles s'efforce de répondre l'auteur.

Autre parti pris salutaire dans le contexte d'aujourd'hui, celui du « devoir de parler », selon la formule d'Antoine Sanguinetti, des chercheurs et autres intellectuels, soumis selon Andrée Michel, à une autocensure générale. La démarche n'est pas si fréquente que l'on puisse se dispenser de la saluer. Quiconque a travaillé sur le sujet et s'est heurté au secret subi et assumé, sans toujours qu'il soit nécessaire aux pouvoirs de l'imposer, appréciera.

A retenir encore, la systématisation du Keynésianisme militaire comme concept rendant compte des processus de militarisation et la critique de l'impasse des tenants de l'école de la régulation sur le sujet. Andrée Michel ouvrant sur les racines de l'exclusion souligne notamment à quel point « le surarmement des sociétés contemporaines, érigé en mode de développement par le Keynésianisme militaire, s'est développé en faisant payer un prix très élevé aux éléments les plus vulnérables de la population mondiale, à ceux/celles qui sont invisibles et sans voix ». Un des temps forts du travail d'Andrée Michel bien utile au moment où se rouvre le débat sur le bilan de l'économie du surarmement durant les trente glorieuses et que la France chiraquienne s'enfoncé dans une fuite en avant, solitaire et périlleuse, aux conséquences durables en terme de moindre développement et de risque d'effondrement d'une économie, de fait administrée.

Dans les divers chapitres consacrés aux femmes, des rapports qu'entretiennent le procès de militarisation et les mythes de féminité et de virilité, aux jeux de rôles dans l'institution militaire elle-même, en passant par l'idéologie nataliste transformée en bombe démographique, Andrée Michel donne à voir le champ immense d'un investissement nécessaire en terme de recherches et de militance. Moment roboratif enfin parce qu'il introduit une note d'optimisme, l'analyse de la « sécurité basée sur l'entretien de la peur et du mensonge » dans l'idéologie libérale.

Pareils mécanismes se révèlent toujours plus fragiles à long terme qu'il ne paraît au jour le jour. Alors, oui, le combat n'est pas sans issue, bien au contraire. Ce livre est en tous cas un outil militant de connaissance et de résistance, d'un abord aisé, fourmillant de données (chiffres et citations) indispensables à connaître.



L'État espagnol après le 3 mars

DOSSIER :
ÉTAT ESPAGNOL

Les récentes élections législatives ont démenti les prévisions des analystes politiques. Si la droite espagnole en sort gagnante, le Parti populaire (PP) est loin du triomphe annoncé : il n'a pas obtenu la majorité et ne peut prétendre gouverner seul. Le Parti socialiste ouvrier espagnol (PSOE) a, certes, perdu son statut de premier parti — qu'il avait depuis 1982 —, mais il n'a pas connu de déroute. Par ailleurs, la Gauche unie (IU) améliore ses résultats, mais avec 21 députés elle reste en deçà de son objectif de 25 à 30 sièges sensés en faire une force parlementaire décisive capable de disputer la représentativité de la gauche au parti socialiste. Elle n'est pas parvenue à attirer l'électorat socialiste et ne progresse que faiblement parmi les jeunes qui ont voté pour la première fois (près d'un million et demi d'électeurs).

Manuel Gari

LA POLARISATION ÉLECTORALE a favorisé une participation élevée (78,06 % sur les 32 millions d'électeurs inscrits) mais aussi une concentration des votes en faveur des deux grands partis, à l'exception du Pays basque et de la Catalogne. La scène pré-électorale faisait plus penser à celle d'une présidentielle disputée entre deux formations politiques qu'à celle d'élections législatives.

Le parti populaire arrivé en tête avec 9 658 688 voix (soit 38,85 %) n'a pas obtenu la « majorité suffisante », ce qui ouvre une période d'instabilité politique. Les élites économiques vont exercer une forte pression en faveur de pactes entre les forces conservatrices au nom de la « gouvernabilité ». Ce qui implique un accord entre les nationalismes de droite : les « espagnolistes » représentés par Aznar, le PNV (nationalistes bourgeois basques) et la CiU (coalition électorale de la droite nationaliste catalane, qui voit renforcée sa position charnière) avec un soutien de la Coalition Canarienne (un melting pot de centre-droit de ces îles).

La question des pactes de gouvernement (indépendamment de leurs modalités) a surgi au premier plan alors que les prévisions du PP étaient fort différentes. Cela peut ouvrir une crise d'orientation au sein du PP du fait de son rejet, toujours affirmé, des spécificités nationales. Le recouvrement et la redistribution des impôts, actuellement assurés par l'État, qui passeraient aux mains des gouvernements autonomes des nationalités et des régions est au centre des négociations en cours entre le PP et ses alliés potentiels. Les élites économiques aspirent également à une stabilité gouvernementale permettant de mener une politique

d'« ajustements » afin de réaliser les critères de convergence de Maastricht à courte échéance (moins de deux ans). Tous les partis de la droite, de même que le PSOE, soutiennent cette aspiration.

Si le gouvernement du PP ne parvient pas à obtenir des soutiens fiables, sa fragilité rendra plus difficile l'application immédiate d'une politique d'austérité.

Bien qu'il ait perdu son statut de premier parti, avec 9 400 000 voix, le PSOE obtient malgré tout un excellent résultat. L'orientation social-libérale de la direction du PSOE, appelé « felipismo » du nom de Felipe Gonzalez, n'a pas subi de défaite. Elle a payé au moindre prix les effets des accusations de corruption et de terrorisme d'État. Felipe Gonzales sort renforcé à la tête du parti par ce résultat qu'on s'accorde à lui attribuer personnellement. Il ne faut donc pas s'attendre à des modifications substantielles de sa politique, au-delà de ce qu'impose le passage à l'opposition dans l'attente de l'usure du PP. Il apparaît aux yeux de la majorité comme dominant la gauche politique. Il est clair que le PSOE a tiré profit de la crainte que l'éventualité d'un triomphe de la droite inspirait à de larges secteurs de la société. En Andalousie, où avaient lieu en même temps les élections régionales provoquées par la chute du gouvernement régional minoritaire, le PSOE a bénéficié de l'aspiration à la stabilité. En général il est apparu aux yeux de nombreux travailleurs comme le défenseur d'un minimum d'État-providence qui existe (par exemple la généralisation de la Sécurité sociale). Face à tout cela la corruption et le terrorisme du GAL pesaient peu, ce qui témoigne de l'apparition d'un certain cynisme moral dans des secteurs de la gauche. De même les attaques

contre les acquis sociaux et la déréglementation du travail — fruits de sa politique économique et sociale soumise aux critères néolibéraux — n'emportèrent pas la décision des électeurs.

Le PSOE est donc en situation de se comporter comme une opposition majoritaire et de préparer son retour au gouvernement avec le soutien de ceux là mêmes qui aujourd'hui sont appelés à un pacte avec le PP. L'image conventionnelle de la polarisation gauche-droite, la pression de certains médias et celle de secteurs du PSOE lui-même, vont conduire à l'ouverture d'un débat sur l'opportunité pour la Gauche unie de soutenir un gouvernement du parti socialiste ou du moins de garder envers un tel gouvernement une attitude de neutralité. Et en tout cas d'accepter une politique de front commun stable de l'opposition, dirigé et dominé par Felipe Gonzales.

Le rôle important joué actuellement par les partis nationalistes périphériques de droite, le succès du Bloc national galicien (BNG, nationalistes galiciens de gauche qui ont obtenu 2 sièges pour la première fois) ainsi que certaines évolutions au sein du Parti socialiste catalan (PSC), entre autres, vont mettre sur le devant de la scène la question du transfert des compétences aux gouvernements régionaux et celle de la réalité pluri-nationale de l'État espagnol.

Contrairement à ce que certains annonçaient, cette élection n'est pas la preuve d'un tournant à droite de l'électorat, même si on observe une montée des valeurs conservatrices. Il est également erroné de dire, comme le fait le courant modéré de l'IU (appelé « Nouvelle gauche »), que la majorité sociale est à gauche. La perspecti-



ve de nouvelles élections anticipées hante tous les pronostics. Tout le monde attend de voir comment le PP va surmonter l'épreuve de la formation de son premier gouvernement.

LES RÉSULTATS DE LA GAUCHE UNIE

En comparaison avec les résultats des élections municipales de 1995, considérées comme une répétition générale de celles de mars, la Gauche unie stagne (2 629 847 voix, soit 10,58 %, contre 2 589 780 en 1995). Si l'on regarde les précédentes élections législatives, la progression est de 400 000 voix et de trois sièges (21 contre 18). Ce « progrès timide » est en deçà de ce que IU espérait et de ce que les médias lui pronostiquaient. Julio Anguita n'a pas réussi à rassembler autour de IU une force électorale décisive. Contrairement à la perspective de « dépassement » du PSOE et à sa campagne centrée autour du mot d'ordre « IU décide », la Gauche unie ne peut prétendre hégémoniser la reconstruction de la gauche à court terme. Ce résultat ne permet pas de créer un rapport de forces susceptible de contraindre le PSOE à modifier sa politique.

Au sein de l'IU les discussions sur ce bilan sont marquées par les règlements de comptes entre les tendances. L'organisation et ses dirigeants ne se sont pas remis de l'échec et n'ont pas compris que IU s'est avérée incapable de se lier à un important secteur de la gauche qui aurait pu voter pour elle (le nouvel électorat jeune, qui a fini par voter socialiste ou blanc) comme cela c'est fait au cours des trois dernières

années. IU n'a pas su exprimer la culture anti-droitière profondément ancrée dans la gauche sociale. La « peur » de la droite n'est pas gratuite, elle exprime une saine défiance dans un pays qui a subi la dictature des parents des actuels dirigeants du PP. Certains dirigeants de l'IU ont cédé à la tentation de relativiser la droite représentée par le PP. Certaines ambiguïtés dans les rapports entre la Gauche unie, le PP et le PSOE ont permis aux médias de suggérer l'existence d'un pacte tacite entre Anguita et Aznar contre Gonzalez. Un tel accord n'a jamais existé parce que IU fut la seule opposition parlementaire contre les lois régressives et contre la déréglementation du marché du travail. Mais en même temps il n'a pas su tenir un discours clair d'opposition au gouvernement du PSOE combiné avec un message contre le PP dont la montée était prévisible.

Néanmoins, il faut reconnaître l'importance d'un électorat stable, y compris dans les circonscriptions où il était impossible de gagner un élu, ainsi que sa l'homogénéité socio-culturelle et de générations qui permettent de maintenir et de renforcer la Gauche unie. Il faut mentionner en particulier les résultats obtenus au Pays basque et en Navarre (probablement du fait de la position correcte de l'IU basque sur la question nationale pendant la campagne). Cette extension territoriale et les petits progrès réalisés dans certaines circonscriptions — par exemple à Madrid — sont un capital pour construire l'organisation et réduire l'écart qui existe entre le nombre modéré d'affiliés (70 000) et les quelques deux millions et demi d'électeurs de l'IU.

Ces résultats ne sont pas indépendants du phénomène de vote utile (mis en avant de manière démagogique par Felipe Gonzalez pendant la campagne). Ils sont aussi le fruit de la crainte qu'inspirait la perspective d'un triomphe de la droite et la conscience du bas niveau de l'activité sociale pour la freiner. Ils découlent aussi du système électoral injuste. Ces résultats sont à expliquer dans le contexte culturel, social et politique marqué par la montée des valeurs néolibérales et par une profonde démobilitation sociale. Il en résulte qu'une force comme IU ne doit pas compter sur sa seule implantation institutionnelle. Une telle force ne peut croître électoralement de manière substantielle qu'en osant avec une mobilisation sociale et à travers un dur travail afin de gagner une nouvelle hégémonie politique et culturelle pour un nouveau bloc de transformation sociale. Cela est lié à l'image sectaire que la gauche politique et sociale a acquise de IU au cours des deux dernières années lors de la formation des conseils municipaux où les votes de l'IU étaient décisifs pour empêcher la droite de les contrôler. Dans nombre de municipalités l'attitude hostile de l'IU

envers le PSOE a facilité la victoire du PP. Son attitude envers le parti socialiste au parlement et dans nombre de municipalités andalouses et le refus de soutenir de nouveaux droits régionaux ont eu pour conséquence perverse la convocation des élections régionales en Andalousie en même temps que les élections législatives. Cela a entraîné un résultat désastreux pour IU dans une région où elle a une forte implantation. D'importants secteurs de la gauche andalouse n'ont pas compris l'attitude de l'IU. Une autre cause possible du résultat de la Gauche unie est l'image publique de divisions et de crispations en son sein et de ses liens avec le PCE, mis en valeurs par les médias. Pendant des mois les médias ont mis en avant les affrontements au sein du PCE, suspect de vouloir s'assurer l'hégémonie au sein de l'IU.

LE DÉBAT SUR L'AVENIR DE L'IU

Malgré la distance entre sa pratique institutionnelle et son discours rouge-vert et en dépit des messages contradictoires (radicaux- alternatifs et sociaux-démocrates), la Gauche unie a réussi à rassembler l'essentiel des votes à gauche du parti socialiste et à faire confluencer en son sein une bonne part de militants de gauche du pays. Sur le plan politique IU est apparue comme la seule force organisée de la gauche anticapitaliste au niveau de l'Etat.

Pour toutes ces raisons il est important que la réflexion ouverte en son sein ne conduise ni à un tournant droitier pour s'accrocher au parti socialiste, comme le propose la « Nouvelle gauche », ni à une auto-affirmation défensive et sectaire comme le proposent certains des dirigeants du PCE, mais à une rectification de sa ligne et à une réorientation de sa politique.

En tant que Gauche alternative, nous avons proposé une série de thèmes à débattre afin de permettre à IU de jouer un rôle décisif pour développer les mouvements sociaux, renforcer son travail de mobilisation et approfondir les alternatives programmatiques anticapitalistes, féministes, antimilitaristes et écologiques et en particulier l'opposition au traité de l'Union européenne et les projets de convergence qui impliquent l'applications des recettes néolibérales contre la classe travailleuse. Du résultat des débats actuels dépendra l'avenir de la Gauche unie : elle peut aussi bien se transformer en un appendice du PSOE ou en une force « communiste » résiduelle qu'en une force politique de type nouveau capable de réunir toutes les gauches en faveur d'une transformation sociale de l'Etat espagnol.



De l'autre côté de la transition

Entre l'histoire et la légende

Le message dominant dans la majorité des articles publiés ces derniers mois sur la transition politique en Espagne pourrait se résumer dans une conclusion intéressée : la voie vers la démocratie a été ouverte sous le régime franquiste lui-même et les mouvements d'opposition n'ont fait que chercher à compliquer les choses jusqu'à ce que, en fin de compte, leurs dirigeants se décident à entendre raison et à s'engager sur la voie de la « réforme négociée » ; les choses se sont passées comme cela et il ne pouvait en être autrement, voilà ce que nous assèment, la mine satisfaite, les adeptes et les professionnels de l'historiographie officielle.

Jaime Pastor

Viento Sur décembre 1995

SEULES QUELQUES OPINIONS DISIDENTES ont pu se faire entendre des médias face à ces vulgaires déformations destinées à conditionner les nouvelles générations. L'une d'elles, celle de Vidal Beneyto rappelait comment la version qui dans un passé récent émanait d'idéologues du PSOE, désireux de présenter la transition comme un modèle que devraient imiter les ex-nomenklaturistes de l'Est, cède la place aujourd'hui à celle d'une droite en plein essor, décidée à doter d'un pedigree démocratique des personnages qui étaient au premier rang sous le franquisme. Cela vient confirmer la thèse ancienne qui veut que, chaque fois que surgit un nouveau discours historique, il ne fait que s'adapter au pouvoir ascendant et à l'idéologie montante du moment.

Mais il y a quelque chose qui dérange dans cette représentation : c'est le fait que nous assistons simultanément à un autre scénario, celui du débat sur les antécédents, les origines et les responsables du GAL, et sur les multiples cas de corruption. Et ce dernier fait, malgré toutes les tentatives de le dissimuler, ne peut que désigner directement les protagonistes de cette transition, tous co-responsables de la survie d'une partie significative de l'ancien appareil coercitif du franquisme et de la consolidation d'un

réseau d'intérêts dont le caractère parasitaire dépasse tout ce qu'on pouvait imaginer il y a vingt ans.

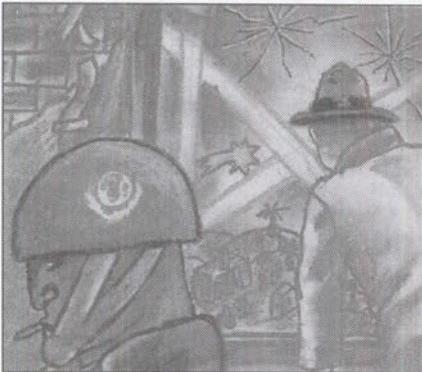
Voilà pourquoi même si l'histoire officielle est toujours écrite par les vainqueurs, nous ne devons pas pour autant nous résigner à taire l'interprétation d'une partie au moins de ces « olvidados », de ces oubliés, de cette gauche radicale contre laquelle s'est acharnée la dictature et qui brille aujourd'hui par son absence dans les commémorations intéressées.

Pour reconstruire brièvement le passé il faudrait commencer par souligner que l'expérience accumulée dans l'étude des transitions politiques par des politologues des différentes écoles a rendu les plus honnêtes toujours plus prudents.

En effet, s'ils sont d'accord sur un point, c'est que l'anormalité et le principe d'incertitude y prédominent sur tout plan préconçu, précisément parce que ce qu'on vit, c'est un processus de changement et que, par conséquent, son issue dépend de l'action humaine collective, du choix fait en pratique face à des scénarios hypothétiques en fonction de relations de conflit et/ou de négociation tout aussi changeantes qui s'instaurent entre les différents acteurs sociaux. C'est sans aucun doute ce qui

apparaît dans notre cas. Essayer de le réinterpréter en fonction de différentes hypothèses d'école conduirait à deux erreurs dénoncées par Schmitter et Karl, celle du « déterminisme rétrospectif » — ce qui se produit est ce qui devait se produire — et celle de « l'actualisme » — les raisons et les perceptions du passé seraient les mêmes que celles du présent.

La théorie de la modernisation capitaliste pas plus que la lucidité supposée de certains dirigeants n'aident à comprendre ce qui s'est finalement passé. Au mieux, ces versions évolutionnistes ou élitistes de l'histoire pourraient servir à comprendre l'affaiblissement de la base sociale du régime et ses tentatives de libéralisation, ainsi que le transformisme d'un certain nombre de personnages ; mais cela ne permet aucunement de conclure à l'inévitabilité de la chute de la dictature et du type de régime qui s'est finalement instauré. Pour le comprendre, il faut reconnaître la dialectique qui s'est créée entre le développement d'un mouvement antifranquiste dans l'ensemble de l'Etat espagnol d'une part, et la réponse pragmatique et riche de tensions qu'a cherché à lui opposer un pouvoir qui ne veut pas être renversé par la force d'autre part. Enfin il faut introduire des facteurs tels que les événements successifs au niveau national et inter-



national tout au long de ces années, le conflit entre ce mouvement et le pouvoir, tout comme les repositionnements des fractions bourgeoises et des embryons de partis de la droite et de la gauche modérée qui se sont formés dans les premières années de la transition.

Il faut encore prendre en compte dans ce contexte, sans aucun doute, le fait que l'économie et la société espagnole, une fois dépassée la phase d'autarcie relative, se trouvaient engagées dans un processus de changement multiforme, intimement lié à leurs liens croissants avec le capitalisme européen et nord-américain sur les plans économique, géopolitique et militaire, ce qui a conduit leurs représentants les plus lucides (y compris évidemment des dirigeants de la social-démocratie allemande) à se préoccuper de contrôler la dynamique de substitution de la dictature qui s'ouvrait dans notre pays. (1)

Cet intérêt stratégique s'est accru sous l'impact et les leçons que tous ont tirées d'un événement dont l'importance n'a pas été suffisamment soulignée : la révolution portugaise d'avril 1974. (2)

MOMENT POLITIQUE ET ÉVÉNEMENTS CATALYSEURS

Il y a pourtant quelque chose sur quoi il est facile de s'accorder : il n'y pas eu de rupture radicale avec le régime antérieur mais un processus de réforme négociée dans le cadre de la légalité ancienne, avec l'approbation par référendum de la loi de Réforme politique de décembre 1976, jusqu'à la nouvelle légalité définie par la

constitution de décembre 1978, en passant par les élections de juin 1977. Il s'agit de la période que nous pouvons qualifier de démocratisation. Elle avait été précédée — après la disparition de Carrero Blanco, l'exécution des membres de l'ETA et du FRAP en septembre 1975 et la mort de Franco ensuite — par des tentatives de libéralisation timides et contradictoires qui se sont heurtées à leur tour à une pression sociale et populaire qui tendait à en déborder les limites ; des éléments fondamentaux comme les événements de Vitoria en mars 1976 et ceux d'Atocha en janvier 1977 sont révélateurs d'une incertitude quant au futur le plus immédiat des projets en lice. La gestion et l'adaptation de ces processus dans le sens du réalisme politique, à l'initiative des théoriciens représentant les deux parties, ont permis de confirmer l'existence d'une marge de manœuvre qui les a poussés vers un terrain commun de négociation.

Ce n'est qu'après le test du 23 février 1981 que sera engagée une « deuxième transition » où l'arrivée du PSOE au gouvernement, l'entrée dans la communauté européenne et l'OTAN, bouclent un nouveau cycle qui démontre la possibilité d'une relève pacifique des élites politiques sans toucher à l'essentiel de la « réforme négociée ».

C'est dans ce cadre que nous pouvons décrire le processus ouvert après la disparition du dictateur comme une voie où l'essor indiscutable de mouvements d'opposition variés, particulièrement puissants en Catalogne, au Pays basque et à Madrid, menace de créer les conditions d'une chute du régime à chaud (3). Pour l'éviter, pour anticiper sur son mûrissement, Suarez lance le projet de Réforme politique derrière lequel il dégage une base sociale grâce à un référendum, organisé dans les conditions d'une « dictature molle », capable de susciter la participation d'une partie significative de la population contre la menace amplifiée du bunker.

C'est seulement à partir de février 1977 qu'on peut parler d'une nouvelle phase où le conflit régime-mouvements sociaux cède la place à une dynamique de négociation entre l'élite réformatrice et l'opposition, accompagnée d'une tendance à la démobilisation populaire. Ainsi, une fois résolue l'épreuve décisive de la légalisation du PCE (4), on fonde les trois consensus de base entre l'élite réformatrice, la contre-élite modérée et les pouvoirs de fait : celui qui renvoie au passé (et qui exige non seulement de pardonner mais aussi d'oublier) ; celui du présent (les règles du jeu définies pour mettre en place le système des partis qui naîtra avec les élections du 15 juillet 1977) et celui de l'avenir (qui oblige à considérer comme intouchables les institu-

tions telles que la monarchie et l'armée ou l'unité espagnole dans le cadre d'un État unique) ; peu importe que telle ou telle fraction comme c'est le cas pour le PNV (Parti nationaliste basque) reste provisoirement en dehors, vu que l'on considère acquise son intégration ultérieure. (5)

Le point d'inflexion majeur coïncide sans doute avec les pactes de la Moncloa signés en octobre 1977, instrument symbolique de ce qui va devenir le consensus constitutionnel. Quiconque a connu ces années là se souvient sans doute du contraste croissant entre la dynamique d'unité d'action qui caractérisait les mouvements avant cette date et celle toute différente qui les anime ensuite. Il en va ainsi parce que le discours du consensus est utilisé par les partis de gauche hégémoniques comme moyen d'exclure et de réduire au silence toute expression discordante, accentué encore par le processus d'élaboration du texte de la constitution.

C'est vrai que dans la colonne crédit figure la conquête d'une série de libertés, de droits et d'institutions élues au suffrage universel que refusait le franquisme ; mais dans la colonne débit figure un tel héritage et tant de restrictions sur le fond comme sur la forme, que très vite comme l'ont souligné Rafael del Aguila et Ricardo Montoro (6), cela engendre des coûts structurels élevés, dont l'une des conséquences est une relative

1) Pour une vision rétrospective des conditions du capitalisme espagnol et du processus de formation d'un nouveau mouvement ouvrier, je renvoie à L'onde longue du capitalisme espagnol, de Jesús Albarraçin, Collège d'économistes, Madrid, 1987.

2) Un livre récemment publié, la révolution portugaise et son influence sur la transition espagnole (1961-1976), de Josep Sánchez Cervelló, Nerea, Madrid, 1995, offre une vision assez discutable.

3) On a suffisamment publié sur les mobilisations ouvrières de ces dernières années. L'un d'eux, réalisé dans le cours même des événements, présente un intérêt particulier : il s'agit du livre de Manuel P. Izquierdo, De la grève générale aux élections générales, Editions de la Torre, Madrid, 1977. L'article de José Babiano et Leopoldo Moscoso « Les conflits sociaux dans la phase dépressive face à l'adoption de politiques d'ajustement », publié dans *Zona Abierta*, n° 56, 1991, s'appuie sur des études essentiellement quantitatives et la théorie des cycles ; ses auteurs concluent que « sans aucun doute, le volume des grèves en 1975-1977 a atteint les sommets les plus hauts depuis la fin de la guerre civile ». Pour ce qui concerne d'autres mouvements sociaux naissants dans le contexte de la modernisation espagnole, je renvoie à mon article « Minorités critiques et identités collectives : les 'nouveaux' mouvements sociaux en Espagne » et aux références bibliographiques qui y figurent (Documents pour la Paix, n°49, 1993).

4) Santiago Carrillo se livre à la pire démagogie quand il assimile la légalisation du PCE avec la « rupture » ; tout au contraire, c'est sa décision d'accepter finalement les limites et les silences de la transition en contrepartie de sa légalisation (en oubliant, évidemment, « l'extrême-gauche » illégale) qui a contribué à ce que celle-ci soit définitivement abandonnée par le parti dirigeant.

5) On trouve un compte-rendu cynique des discussions de la commission constitutionnelle sur la question nationale et le droit à l'autodétermination dans Nationalités et nationalisme en Espagne de Jordi Solé Tura, Alianza, Madrid, 1985. Parmi les ouvrages critiques sur cette période, on peut relever Nationalismes et transition de Philip W. Silver, Txerto, 1987, Donosti.

6) Auteurs du livre *Le discours politique de la transition espagnole*, CIS, Madrid, 1984.

frustration de nombreux secteurs qui avaient participé aux cycles de mobilisations et de protestations les plus intenses de la lutte antifranquiste. En résumé, ce n'est pas parce que nous n'aurions pas eu la force suffisante pour imposer la rupture qu'il fallait accepter le contenu fondamental et les formes opaques qu'on a pu présenter d'une façon intéressée et exagérée comme le seul chemin possible face au retour à la guerre civile.

Mais pourquoi n'y a-t-il pas eu rupture ? C'est une question qui a fait l'objet de réflexions chez beaucoup d'entre nous en diverses occasions et qu'il faut reprendre aujourd'hui en partant, en ce qui nous concerne, de ce que nous écrivions lors de la préparation du 5e congrès de la LCR réalisé à la fin du mois d'octobre 1978. Je crois que cela vaut la peine d'y revenir.

L'ÉCHEC DE LA RUPTURE

Dans le document préparatoire du congrès en question, on indiquait « trois facteurs essentiels qu'il faut souligner pour comprendre pourquoi il n'y a pas eu de grève générale politique ni de situation pré-révolutionnaire ». Le premier tenait à la « résorption progressive de la crise de la bourgeoisie et une nouvelle capacité d'initiative partant de la relative légitimité de son projet aux yeux des masses acquise lors du référendum de décembre 1976 : la bourgeoisie espagnole, après la disparition du dictateur, avertie par son expérience, par la récente révolution au Portugal et forte du soutien et de la pression de l'impérialisme, choisissait clairement de transformer le régime avant que son pouvoir ne soit menacé ». Le second était « l'attitude collaboratrice des partis ouvriers majoritaires, qui s'est traduite dans la construction de la Junte démocratique à l'été 1974, puis de la Coordination démocratique et de la Plateforme des organisations démocratiques ». Le troisième, enfin, désignait « les limites à l'essor des luttes ouvrières et populaires qui, au-delà de la radicalisation croissante qu'elles traduisaient, reflétaient un faible niveau de conscience et d'organisation,

ainsi que d'importantes disparités à l'échelle de l'Etat ».

Le document mentionné présentait aussi un bilan autocritique de notre orientation, en soulignant trois faiblesses fondamentales : « a) Nous partions d'une caractérisation excessivement générale de la crise globale du capitalisme espagnol qui ne permettait pas d'apprécier les limites de cette crise (...) ; on a sous-estimé la capacité d'évolution de la bourgeoisie et sa marge de manœuvre » ; « b) la confusion entre la nécessité d'une orientation vers la grève générale politique et le fait que cette éventualité serait inéluctable » ; et, enfin, des erreurs dans la compréhension de la distance entre combativité et conscience et « une vision quelque peu spontanéiste du "saut" que devait effectuer le mouvement pour que se produise la grève générale politique ».

Au-delà de la façon dont nous exprimions ces choses à l'époque et de la proximité des événements que nous analysions, je crois que dans les éléments que nous soulignons lors de ce congrès, on peut trouver des aspects qui aident à interpréter ce qui s'est produit, même s'il faudrait indiscutablement aujourd'hui approfondir encore ce qui concerne le contexte, les liens ténus entre la minorité politisée et le reste de la société et, surtout, la fonction purement instrumentale que la majorité des élites d'opposition attribuait à l'idée de rupture.

Néanmoins, dans ces éléments, et sans tomber dans un déterminisme rétrospectif, nous nous efforcions de dépasser une vision excessivement subjective selon laquelle toute la responsabilité de l'échec du projet de rupture retomberait sur les "directions ouvrières traîtres", d'une part, et que, d'autre part, tout ce que nous disions et faisons aurait été parfait pour autant que les masses nous auraient suivis.

Avec le recul du temps, on peut conclure que la reprise d'initiative politique par des fractions bourgeoises, d'un côté, et les



limites des mouvements sociaux, de l'autre, ont conduit à un équilibre instable que les premières ont mis à profit, en se servant d'un chantage au coup d'Etat, pour conduire l'opposition à la table des négociations dont la condition première était la démobilisation sociale. Dans ce climat politique, c'est vrai qu'il ne faut pas exagérer la responsabilité de ceux qui à gauche n'ont rien fait pour aboutir à la rupture et, bien au contraire, contribuèrent à la consolidation de la réforme. De nombreux transitologues estiment que c'est ce qui se produit dans la majorité des changements de régimes : les conquêtes partielles acquises et le renouveau des élites au pouvoir produisent une tendance à l'institutionnalisation du mouvement d'opposition. Mais on tend ainsi à minimiser la spécificité de notre processus, la fragilité des conquêtes et le prix élevé qu'il a fallu payer pour elles.

Ici, il s'est produit en réalité une transaction inégale (fondée sur une « illusion idéologique d'égalité ») (7) qui a permis le maintien d'une partie importante de la vieille élite et de l'appareil coercitif en place, alors que la défense inconditionnelle de la « réforme négociée » est devenue un facteur de démoralisation des gens qui avaient rejoint partis et syndicats au sommet de la vague des mobilisations des années 75 à 1977.

En résumé, les groupes dirigeants des principaux partis de gauche n'ont pas fait grand chose pour améliorer le rapport de

7) C'est ainsi que Rafael del Aguila définit cette situation dans « La dynamique de la légitimité dans le discours politique de la transition », publié dans *Transition politique et consolidation démocratique*, Espagne (1975-1986), compilation de Ramón Cotarelo, CIS, Madrid, 1992.



forces dans les années décisives et, au contraire, ont beaucoup fait pour aboutir à des cessions qui en plus d'une occasion, selon la terminologie de Sanchez Ferliso, n'étaient que pures claudications. L'une des conséquences les plus graves s'est traduite précisément dans le processus transformiste qu'ont dû connaître ces partis pour devenir crédibles, face aux pouvoirs de fait, en terme d'alternative de gouvernement.

Ainsi, à peine consolidés, ils connaissent une crise d'identité prématurée qui pousse les uns, après l'abandon du marxisme en 1979, vers le social-libéralisme, et



d'autres, une fois évanoui le rêve d'obtenir des résultats électoraux comparables à ceux du parti de Berlinguer, à une profonde crise dont ils ne réussiront à sortir qu'avec leur participation active, quoique tardive, à la campagne pour la sortie de l'OTAN.

La gauche radicale, au contraire, condamnée à un rôle extraparlamentaire, a connu un processus d'auto-dissolution pour certains (comme le PT-ORT) et de réinsertion dans les anciens et les nouveaux mouvements sociaux pour d'autres (MC, LCR). L'échec de la culture de mobilisation ouvre la voie à une culture de résistance où l'espoir seul, également frustré, de gagner le référendum sur l'OTAN apparaît comme l'ultime chance de recouvrer la force plus qu'appréciable acquise dans la lutte contre la dictature.

DE L'ILLUSION DÉMOCRATIQUE AU CYNISME POLITIQUE

Mais au-delà de la discussion sur la possibilité ou non de la rupture, le plus grave tenait à l'identification de la majorité de la gauche avec un discours hégémonique qui n'a même pas permis de générer une culture antifranquiste dans la société espagnole. Certains sociologues de la transition en sont même arrivés à transformer ce vice en vertu : « *Brandir le thème de l'antifranquisme est apparu aux Espagnols comme une position qui créait des divisions, se tournait excessivement vers le passé et était incompatible avec l'effort pour cicatrifier les blessures de la guerre civile et créer un nouveau régime ouvert à tous les Espagnols, quelles qu'aient pu être sa conduite et sa responsabilité passées.* » (8) L'acceptable mise sur un même plan des deux camps de la guerre civile est ainsi devenu un alibi pour entretenir le relativisme moral et le refus de revendiquer l'antifascisme du peuple espagnol. A cela s'ajoute bientôt l'adhésion à la politique du secret et de l'opacité comme norme de comportement des politiques, ce qui nourrit le retour d'un rejet du politique que la lutte contre la dictature avait semblé réduire au cours des deux décennies passées.

Cette situation a finalement conduit au développement de l'Etat dual, qui réduit la démocratie à un simple processus élec-

toral de légitimation des gouvernants, alors que parallèlement la politique invisible, nichée dans les réseaux de l'ancien appareil, étendait son domaine.

Ainsi se tisse le processus de mutation d'une culture politique autoritaire en une autre, où le « désenchantement programmé », selon l'expression d'Alfonso Ortí, ou le « cynisme démocratique », tel que le définit Maravall, ont fini par produire les fruits amers de la résignation face à la dégradation politique et à la désintégration sociale que nous connaissons aujourd'hui. Preuve était faite de « l'impossibilité de construire une pédagogie démocratique à partir d'une transition opaque ». (9)

Car, face à l'évidence de l'échec du projet de rupture, le seul chemin qui nous restait n'était pas celui du consensus. On aurait pu opter aussi bien pour la dissidence face à l'instauration d'une nouvelle hégémonie libérale autoritaire, en luttant pour l'approfondissement d'une démocratie participative et pour une stratégie où la question sociale et le débat sur les alternatives soient placés au premier plan. Mais non seulement on ne l'a pas fait - la victoire du PSOE en octobre 1982 est acquise au nom de la modernisation économique et sociale que n'avait pas réalisée la bourgeoisie - mais en outre la majorité des formations politiques de gauche a fini par faire d'un consensus tactique à l'origine une question de caractère stratégique, ce qui a finalement légitimé la réforme négociée comme seul régime possible pour une longue période. (10)

Mais Georges Orwell le disait déjà, « celui qui à la main mise sur le passé contrôle l'avenir ». Il ne faut donc pas cesser de combattre cette réécriture de la transition entreprise par la téléologie néolibérale, et de revendiquer dans le même temps la mémoire collective de la lutte contre le franquisme et de ceux qui lui ont donné leur vie, comme l'ont fait les journées commémoratives récemment organisées à Vigo et Grenade.



8) Telle est la conclusion hâtive du IV^e rapport FOESSA, dirigé entre autres par Juan J. Linz ; cité par Gérard Imbert dans Les discours du changement, Akal, Madrid, 1990, un ouvrage dont la lecture est certainement intéressante pour comprendre l'évolution des « Images et imaginaires sociaux dans l'Espagne de la transition (1976-1982) », comme le dit le sous-titre.

9) Gregorio Morán, Le prix de la transition, Planeta, Barcelone, 1991, page 31.

10) Il est facile ici de se retrouver d'accord avec le dirigeant du PCE et de IU, Manuel Monereo, quand dans l'interview publiée par Libertad Siete il affirme, entre autres choses, que « dans les pactes successifs de la transition, les forces de gauche ont renoncé à lutter pour une démocratisation effective de l'appareil d'Etat et pour approfondir la démocratie ».

6^e congrès des CCOO

DOSSIER :
ETAT ESPAGNOL

Vingt ans après la « transition » de l'Etat espagnol, les Commissions ouvrières (CCOO), le plus important syndicat du pays, cherche à redéfinir son identité et sa stratégie.

La gauche révolutionnaire est divisée : certains camarades apportent un soutien critique au courant majoritaire, tandis que d'autres sont actifs dans la minorité « tendance critique ». Nous avons invité des représentants des deux positions à présenter leurs analyses de la situation dans le syndicat et leurs perspectives.

Une perspective critique

Comme le souhaitait le secteur critique, le 6^e congrès des Comisiones Obreras (CCOO), a donné lieu plus dans sa préparation que dans son déroulement, à un débat approfondi sur les différents modèles de stratégie et de pratique syndicale, en partant des difficultés en tous genres que connaît le mouvement ouvrier.

*Jesus Albarracin, Pedro Montes, Agustin Moreno
Madrid, mars 1996*

CE N'ÉTAIENT PAS DES QUESTIONS mineures que le secteur critique soulevait en avançant son alternative aux orientations du texte officiel.

En fait, il proposait :

▀ le rejet du projet néolibéral de construction européenne formulé par le Traité de Maastricht ;

▀ une Europe différente dont les citoyens et les travailleurs soient protagonistes ainsi qu'un référendum sur une révision du Traité impliquant comme critères de convergence réels le plein emploi et la sécurité sociale ;

▀ une autre politique économique plus expansionniste avec une lutte contre le chômage et pour le plein emploi comme élément central de l'orientation et de la mobilisation de la gauche syndicale, sociale et politique ;

▀ la réduction de la journée de travail par une loi pour les 35 heures hebdomadaires, à adopter progressivement avant l'an 2 000, sans diminution de salaire ;

▀ la réforme des négociations pour les conventions collectives favorisant un emploi stable digne et de qualité, un taux de précarité de 35 % étant insupportable socia-

lement et économiquement ;

▀ une réforme légale de la contre-réforme du travail, conçue, comme objectif auquel on ne saurait renoncer, en luttant en même temps pour des conventions collectives ;

▀ l'adoption de politiques industrielles actives, la défense du secteur public et la lutte contre sa privatisation ;

▀ l'amélioration de la Sécurité sociale ;

▀ une augmentation des dépenses pour les retraites, la santé, l'enseignement, la protection des chômeurs et les services publics ;

▀ un rejet de la mise en application du Pacte de Toledo dans ses aspects les plus négatifs, ne serait-ce que pour des raisons de cohérence (grève générale du 20 juin 1985), face à des mesures qu'on prétend maintenant relancer ;

▀ l'augmentation de 8 à 15 années de la période du calcul des retraites, de l'âge de départ en retraite ou la diminution des contributions pour les emplois peu qualifiés.

Sur le terrain le plus directement syndical, on proposait une négociation collective articulée et plus combative qui freine la réforme du travail, exige une augmentation

du pouvoir d'achat et revendique une démocratisation des rapports de travail. On exigeait en même temps un renforcement de la participation des travailleurs ; des formes d'organisation plus flexibles assurant une autonomie plus grande aux sections syndicales, aux syndicats et aux organisations locales en élargissant leurs fonctions ; plus de pluralisme et de démocratie à tous les niveaux et le rejet de pratiques parfois autoritaires et discriminatoires limitant la participation. En dernière analyse, on misait (et on mise) sur une ligne ferme en matière de politique syndicale, alors que sur le terrain organisationnel et statutaire on contestait (et on conteste) tout ce qui favorise un modèle pyramidal centralisé avec ses appareils gigantesques engendrant des mécanismes coercitifs pour garantir leur propre maintien et qui, pour être viables, ont besoin de grands moyens économiques ou d'un financement constitutionnel permanent.

Ces propositions — de même qu'un bilan sur la gestion des dernières années, (appui critique à Maastricht, stratégie de concertation et du pacte social pour l'emploi tout au long de 1993, gestion de la grève générale du 27 janvier, affrontement



avec Izquierda Unida (IU), soutien larvé au Parti socialiste (PSOE) et refus de participer à des plates-formes civiques) — ont nourri un débat dur mais stimulant. Tout cela ne pouvait qu'être salué par toute la gauche, indépendamment des opinions particulières. En tenant compte d'une telle situation et après les débats et les conclusions du congrès, il est désormais difficile de prétendre qu'il n'y avait pas de divergences entre les positions du courant officiel et celles du secteur critique, que les tensions entre les uns et les autres ne reflétaient qu'un conflit entre différentes fractions de la bureaucratie ou qu'il s'agissait d'un contentieux politique transféré sur le terrain syndical avec des risques sérieux pour l'autonomie du syndicat.

LE CONGRES

Le débat préparatoire s'est déroulé dans un climat d'affrontement, voulu par l'appareil. Pas un seul des amendements aux normes pour la tenue du congrès que le secteur critique avait présentés dans le but d'augmenter la transparence et la participation des membres n'a été retenu. Le courant officiel, pour défendre ses positions, a eu recours à tous les moyens : utilisation de l'« appareil », reconnaissance de délégués de droit, convocation de petites assemblées avec une participation limitée, application irrégulière et arbitraire des statuts, décisions partiales en ce qui concerne les cas controversés, manipulation des informations, intoxication de la presse, etc. C'est dans ce contexte qu'il faut évaluer le soutien obtenu par le secteur critique, qui a dépassé 30 %

des délégué(e)s : un succès considérable. Jamais auparavant, dans l'histoire du syndicat, une opposition alternative à la ligne officielle n'avait remporté un tel résultat.

Il faut retenir également que les amendements critiques avaient été bien accueillis par l'ensemble de la base, surtout dans les cas où la participation des membres et la discussion ont été plus importantes. Des majorités ont été acquises dans différents secteurs ou villes (Energie, pensionnaires, activités diverses, Iles Baléares, Murcia, Asturies, La Rioja et Melilla, Séville, Grenade, Barcelone, presque la moitié de la représentation de la Catalogne et de l'Andalousie, un soutien important dans la Fonction publique, dans les Transports, dans le Commerce et dans la région de Valence). Une présence significative a été enregistrée aussi dans toutes les autres fédérations et organisations territoriales de même que dans de nombreuses grandes entreprises. On peut donc dire qu'il s'agit d'une réalité organisationnelle qui crée les conditions pour que s'affirme dès maintenant un projet crédible à vocation majoritaire.

Il est intéressant de dire quelques mots sur l'attitude de l'ancienne Izquierda Sindical qui avait obtenu 8 % au congrès précédent. Une partie, celle liée à *Liberacion* et ayant des positions spécifiques sur certains sujets, a soutenu les orientations du secteur critique et participé à ses délégations. Une autre partie, avec un accord plus ou moins explicite de ses membres, a intégré elle aussi le secteur critique et certains ont participé sans réserve et dès le début au projet. Une troisième partie, où il faut inclure celui qui avait représenté Izquierda Sindical dans l'Exécutif fédéral sortant, après une intégration complète et après une déclaration d'autodissolution de Izquierda Sindical (sauf en Euzkadi), a trouvé sa place dans le courant officiel par un glissement qui n'a pas été expliqué tout en étant explicable.

L'intérêt suscité par le congrès a été mis en relief par le fait que 999 sur 1 001 mandats des délégué(e)s ont été effectivement utilisés. Malheureusement, au-delà de la mise en scène, le congrès n'a pas avancé de nouvelles propositions pour aborder les principaux problèmes qui se posent aux travailleurs. Il n'y a eu de réponses nulle part : en fait, les rapports officiels ont été légers et, comme nous l'avons mentionné, aucun amendement du courant critique n'a été accepté.

Quant au rapport d'activité, il a remplacé l'analyse de l'activité elle-même par un discours politique s'adressant surtout aux notables présents au premier rang lors de l'ouverture du congrès. Le rapporteur a esquissé une diversion en expliquant qu'« on ne voulait pas de parti politique bis » alors que personne n'avait jamais

avancé une telle hypothèse. Le but était d'éviter la discussion sur les erreurs de stratégie du syndicat. Par la suite, le secrétaire général, Gutierrez, n'a répondu à aucune des remarques faites par les délégations, aussi bien majoritaires que minoritaires, sur le rapport d'ensemble, en axant ses conclusions sur une riposte aux délégués critiques et en s'adonnant à une provocation à froid à l'égard de Marcelino Camacho.

Lors du débat sur les amendements le secteur officiel a employé la méthode de l'obstruction la plus classique : il a présenté un nombre d'amendements deux fois supérieur à celui du secteur critique. Ainsi, sous prétexte d'« éviter la polarisation entre le livre rouge et le livre vert », le temps pour le véritable débat a été réduit de moitié. Finalement, les amendements officiels n'ont même pas été défendus et le temps disponible n'a pas été entièrement utilisé. Les voix pour les amendements critiques ont oscillé autour de 40 %, aucun d'entre eux n'étant adopté.

A propos du vote pour les organismes de direction il faut souligner la sanction infligée à Marcelino Camacho, qui a été viré de la présidence à la suite de l'approbation d'un amendement transformant la présidence en une fonction honorifique. Ce fut le moment le plus tendu du congrès : le courant officiel a voulu jouer en même temps le rapporteur et le présentateur de l'amendement. Le nouveau Comité exécutif n'aura plus que 19 membres au lieu de 20 d'après une décision imposée pour faire accepter le rapport 13 à 6. Toutefois, on n'a pas pu éviter un certain déplacement de voix au scrutin secret : la liste critique a eu un peu plus de 34 % en obtenant 7 sièges contre 12.

A la fin du congrès s'est tenue une première réunion de la nouvelle direction qui a exclu les sept membres minoritaires de toute responsabilité en exprimant ainsi sa volonté de les marginaliser. Cela aura des conséquences sérieuses sur la structure organisationnelle et sur la capacité de direction du syndicat. Mais il est encore plus grave que les vraies décisions ne seront guère prises par l'exécutif ni par aucun autre organisme de direction collective. Ces méthodes visent à consolider le pouvoir personnel de Gutierrez, conseillé par les « collaborateurs » qu'il jugera opportun d'utiliser.

SUBORDINATION À UN PROJET POLITIQUE

A notre avis, le tournant opéré s'explique par le fait qu'aux yeux des dirigeants du courant officiel et surtout de son leader, le congrès constitue l'élément fondamental d'une stratégie politique. Ils sont convaincus que les forces politiques

actuelles de la gauche espagnole ne sont pas capables de lutter contre un gouvernement du Parti populaire : le PSOE à cause de la corruption, des scandales financiers et du terrorisme d'État dans lequel il s'est enfoncé et IU parce qu'ils la considèrent contrôlée par le PCE, sur des positions dogmatiques et liées au passé, donc avec un plafond électoral très bas. Il est nécessaire, selon eux, de régénérer le socialisme espagnol en prenant aux deux formations ce qu'ils considèrent comme valable : du PSOE, tous ceux qui ne sont pas compromis par la corruption ou par le GAL (Groupe antiterroriste de libération) et de IU, Nueva Izquierda.

Un tel projet doit viser à l'unité d'action entre CCOO et UGT, basée sur un modèle de syndicalisme correspondant à des postulats politiques tels que l'inévitabilité du néolibéralisme, l'intégration dans l'union économique et monétaire européenne, le pacte social comme axe de l'action syndicale, l'absolue primauté à tous les niveaux de la négociation sur la mobilisation, etc. Bref, il s'agit d'envisager un syndicalisme faible et non conflictuel, du genre de celui que la majorité a imposé au cours des dernières années. Alors qu'ils ne cessent de parler d'autonomie syndicale, en fait, les dirigeants majoritaires s'efforcent de transformer les CCOO en un syndicat du type classique, courroie de transmission de la nouvelle force politique qu'ils veulent construire.

Toutefois, au-delà d'autres problèmes objectifs qui se posent et des protagonismes évidents, cela se heurte en premier lieu au fait que les CCOO ne sont pas un syndicat comparable à ceux qui existent dans d'autres pays européens. Elles sont nées comme un syndicat de type nouveau, se sont forgées dans la clandestinité et, dans leurs congrès successifs, ont réaffirmé leur caractère alternatif, anticapitaliste, pluraliste, autonome, participatif et sociopolitique. Si on veut réaliser ce projet, il est donc indispensable de refonder CCOO, de supprimer leur caractère sociopolitique et de

réduire le pluralisme et la démocratie interne. Voilà le sens des rapports approuvés. Voilà pourquoi on a chassé de la présidence Marcelino Camacho : les majorités doivent s'approprier l'histoire du syndicat pour pouvoir en changer la nature.

En deuxième lieu, l'opération se heurte à la force du secteur critique. L'écho et le soutien qu'ont obtenus les amendements et le vote final montrent les difficultés que le projet de la direction rencontre et rencontrera dans le futur.

En ce qui concerne le futur des CCOO, le secteur critique tire de ce qui s'est passé les conclusions suivantes :

1) on enregistre un recul des libertés et du pluralisme au sein du syndicat. Le secteur le plus abusif de l'appareil a imposé sa politique d'exclusion en transformant le congrès et son issue en un règlement de comptes avec les opposants. Il s'agit de tout un processus : exclusion de Marcelino Camacho de la présidence, marginalisation de sept membres de l'exécutif de la direction réelle du syndicat, renforcement du pouvoir personnel du secrétaire général, etc. Il est paradoxal qu'en voulant se donner une image de modernité, on en revienne à l'orthodoxie la plus vieille, aux pires méthodes du passé et au culte de la personnalité ;

2) s'ouvre une étape d'autoritarisme dans les méthodes de direction des CCOO. Puisque cela se produit en partant d'une victoire à la Pyrrhus, les effets pourront être très négatifs pour l'avenir du syndicat. De surcroît, les avancées en direction de l'unité syndicale ne seront pas crédibles de la part de gens qui ne sont pas capables de réaliser l'unité et l'intégration dans leur propre syndicat. Absorbée par la purge interne, la nouvelle majorité perd toute capacité d'initiative publique et, puisque le syndicat ne peut pas se mobiliser sans l'apport du secteur critique, elle n'a d'autre issue que la recherche de la négociation et du pacte à tous prix ;

3) le secteur critique peut être satisfait des résultats obtenus : il a un projet et des liens avec la base et a jeté les fondations



pour l'an 2 000. L'analyse du congrès indique qu'il a eu l'initiative du débat, maintenu un travail et une direction collectifs, provoqué une réaction à la base, stimulé la participation, aidé de nombreux militants à reprendre confiance, démontré qu'il existe un projet syndical crédible et, finalement, doublé sa présence dans les organismes de direction. Les prévisions selon lesquelles il n'obtiendrait pas beaucoup plus de 10 %, en étant ainsi relégué dans un rôle de témoignage, se sont avérées tout à fait fausses. Qui plus est, c'est le syndicat qui y a gagné dans la mesure où il n'y a pas eu peur de s'exprimer à haute voix et clairement et où les tentatives de coercition, cachée ou ouverte, ont été brisées. Rien n'est perdu, il y a tout à gagner ;

4) c'est un autre syndicat, avec un plus grand équilibre à la base, qui sort du 6^e congrès. Le secteur critique a réussi à introduire dans CCOO un débat de fond sur la stratégie et le modèle organisationnel du syndicat, en empêchant Gutierrez de réaliser son projet d'un congrès domestiqué où les divergences seraient éliminées sans trop de bruit. Il est désormais impossible de diriger le syndicat comme s'il n'y avait pas de divergences, à moins que quelqu'un ne prenne la voie irresponsable des agressions contre des organismes et des militants. Les adhérents ont décidé que le secteur critique représentait une partie très importante des CCOO (à la base, l'équilibre des forces est encore plus net qu'au congrès). Personne ne saurait maintenant l'ignorer et il faudra en tenir compte également dans le futur.



Le panorama après le congrès

La reconstruction d'une action syndicale adaptée à la nouvelle réalité du travail — plus fractionné que jamais — est la tâche principale du syndicalisme de notre époque. Si ce but n'est pas atteint, la dualité dans le monde du travail non seulement accentuera les inégalités entre les salariés et entre ceux-ci et la masse des chômeurs, mais aura également des effets négatifs sur l'avenir du syndicalisme lui-même. La capacité des syndicats d'organiser et/ou de représenter la grande majorité des travailleurs n'est pas donnée une fois pour toutes, mais doit être acquise jour par jour dans chaque conjoncture historique.

Par Joaquim Nieto

Madrid, mars 1996

AUJOURD'HUI, DANS DE nombreux pays et surtout dans ceux où le pourcentage d'adhésion aux syndicats est très bas, il existe un risque réel que de très larges collectifs de salariés — les plus dispersés et les plus instables, qui désormais constituent la grande majorité — ne s'éloignent du mouvement syndical. Celui-ci ne resterait implanté que dans les secteurs les plus stables, en premier lieu le secteur public, et ne serait plus en état non seulement de réaliser une transformation sociale, mais aussi de jouer son rôle le plus authentique, c'est-à-dire défendre les intérêts immédiats de la classe travailleuse dans son ensemble.

C'est surtout — bien que non exclusivement — par rapport à ce problème essentiel qu'il faut juger à l'heure actuelle les stratégies syndicales. Est-ce que le 6^e congrès des Comisiones Obreras (CCOO) a été utile pour réorienter le syndicat dans cette perspective ? La réponse est affirmative, ne fût-ce que partiellement. C'est un syndicalisme plus proche des travailleurs et des travailleuses, plus adapté à leurs conditions et revendications différenciées, plus attentif à leurs problèmes quotidiens réels, plus efficace pour les résoudre, qui sort du congrès. Un syndicat qui se contenterait de dénoncer les injustices sociales et qui ne

serait pas perçu également comme un instrument pratique pour résoudre les innombrables problèmes du travail se posant chaque jour à la masse des salariés, est condamné à l'échec. Il ne faut pas se tromper : actuellement, la grande majorité des gens qui travaillent dans des petites ou très petites entreprises (1) ont un emploi précaire ou sont au chômage. Ils ne perçoivent que de très loin les syndicats comme instrument pratique ou de médiation nécessaire pour résoudre les problèmes du travail. C'est pourquoi nous considérons méritoire l'effort fait par les CCOO dans la dernière période de se donner une image, (discours, propositions, action) allant dans cette direction (malheureusement, dans cet ordre). Cet effort n'a pas été bien compris par les secteurs les plus sensibles à l'idéologie — au bon sens du terme — de la gauche politique et sociale. Mais il est bon que le congrès ait confirmé une telle approche dans le contexte actuel d'apogée du néolibéralisme et d'alternance politique conservatrice.

L'apogée néolibérale s'exprime aussi par la progression de nombreuses idées conservatrices et anti-égalitaires dans l'ensemble de la société et même — espérons que ce ne sera que pour une courte période — au sein de la classe travailleuse

elle-même. Cela a contribué, par ailleurs, à la victoire électorale de la droite qui ne saurait être attribuée uniquement au rejet de la corruption et des crimes de l'État commis sous le gouvernement du PSOE. Dans ce contexte nouveau, l'autonomie complète et définitive des deux centrales syndicales les plus importantes face aux forces politiques avec lesquelles elles ont eu des rapports si étroits dans le passé, est absolument nécessaire si on veut maintenir et consolider l'unité d'action.

L'AFFIRMATION DE L'AUTONOMIE et de l'indépendance politique des CCOO par le congrès a en elle-même une grande valeur. Elle restera dans l'histoire du mouvement comme le trait le plus marquant, mais elle a aussi une valeur particulière à l'étape actuelle. Sans une autonomie complète il n'y a pas de pluralisme et sans eux deux l'unité n'est pas possible. Autonomie, pluralisme et unité constituent un rapport triangulaire où chaque élément est irremplaçable. L'unité d'action entre CCOO et UGT s'est sans aucun doute assez consolidée. Qui plus est, les deux causes principales qui ont amené, à l'époque, à

1) 54 % des salariés travaillent dans des entreprises de moins de 50 travailleurs ; 81 % de ces salariés n'ont aucune représentation syndicale sur les lieux de travail.

l'existence de deux centrales séparées — des références politiques et ses modèles syndicaux opposés — n'ont plus de raison d'être. L'attitude autonome face aux points de référence politiques et l'accord sur le modèle de représentation unitaire des travailleurs réalisé à l'occasion des dernières élections syndicales constituent des démarches qui, de même que le processus d'unité d'action et l'élaboration programmatique de plus en plus commun, enlèvent toute signification réelle à la division existante. Seules des raisons historiques ou des préoccupations d'appareil ou de style politique peuvent désormais expliquer la séparation, sans pour autant la justifier dans la mesure où des obstacles d'une telle nature pourront toujours exister.

EST-CE QUE CELA VEUT DIRE que l'unité organisationnelle est à portée de main? Absolument pas. On n'est même pas dans une situation où il serait possible de faire des propositions puisque celles-ci pourraient tomber à plat et donc avoir un effet opposé à celui qu'on souhaite. Il vaut mieux agir que parler. Ajoutons que dans le futur immédiat on va rencontrer de sérieuses difficultés même sur le terrain de l'unité d'action. Il y a dans les deux syndicats des dynamiques internes qui ne poussent pas du tout vers l'unité et il y a des dynamiques politiques qui poussent à faire de l'UGT une pièce maîtresse d'une reconstruction de l'opposition socialiste avec les tensions qui en découlent en matière d'unité d'action avec les CCOO. Heureusement, l'unité d'action a atteint de tels niveaux qu'il existe des conditions suffisantes pour surmonter ces dynamiques défavorables. Il s'agit d'éviter tout dérapage et, surtout, d'exploiter toute possibilité réelle de faire un pas en avant vers l'unité syndicale. On pourrait ainsi créer de meilleures conditions pour accroître le nombre d'adhérents et développer le syndicalisme dans cet univers de petites et très petites entreprises où la dérégulation et l'exploitation patronale sont plus grandes.

La direction des CCOO s'est présentée au congrès avec deux acquis importants : le nombre accru de membres et les résultats des élections syndicales. Malgré les conditions objectives défavorables (chômage, notamment chômage des jeunes, travail précaire, etc.), le nombre d'adhérents au premier semestre de 1995 était de 698 814 avec une croissance de 6,5 % par rapport à 1994, dans la foulée de la croissance constante des dernières années, qui avait brisé la dynamique de diminution et de stagnation des années 70 et de la première moitié des années 80 (2). En ce qui concerne les élections syndicales les CCOO ont reconquis la place de première force qu'elles avaient perdue en 1982 : 37,8 % des délégué(e)s élu(e)s, 1 % de plus qu'aux

élections de 1990 (3).

Dans ces circonstances, le secteur critique, loin d'apparaître comme une force capable de donner une nouvelle impulsion aux CCOO, de faire des propositions et de stimuler des débats pour mieux préparer le syndicat à la situation nouvelle, a adopté une approche diamétralement opposée :

1) en niant les progrès réalisés par les CCOO, ce qui lui a permis de resserrer ses rangs mais lui a enlevé la possibilité de dialoguer avec les autres ;

2) en apparaissant, à cause des efforts maladroits du Parti communiste espagnol (PCE) en sa faveur, comme un élément de résistance au processus irréversible d'autonomisation du syndicat ;

3) en axant le débat beaucoup plus sur le bilan que sur les perspectives et en exagérant artificiellement les divergences, faute d'alternatives ;

4) en déformant l'histoire des CCOO en ce qui concerne aussi bien leur stratégie que leur fonctionnement interne, dans le but d'accuser la majorité d'avoir pris le chemin d'une dégénérescence bureaucratique et droitière qu'il était difficile de démontrer : deux grèves générales après le congrès précédent et des droits démocratiques dont les minorités n'avaient jamais joui auparavant enlevaient toute crédibilité à une telle critique ;

5) en refusant, finalement, de se constituer comme courant syndical stable avec tous les droits et les devoirs qui en découlent (4).

LE SECTEUR CRITIQUE A VOULU se présenter comme alternatif pratiquement sur tous les terrains. Mais quelle est la substance d'une telle alternative ? Pendant des mois, on a accusé la direction d'appuyer le gouvernement et son parti et même d'avoir établi une alliance explicite avec lui. Lorsque, tout au début du congrès, les délégué(e)s ont entendu un rapport général où la politique du gouvernement et les promesses électorales du PSOE étaient durement attaquées, lorsqu'ils ont vu le ministre du Travail quitter indigné le Palais des congrès et entendu Julio Anguita, principal dirigeant de IU, commenter favorablement les critiques du rapporteur au PSOE, au PP et à Maastricht en se déclarant d'accord, le débat était pratiquement clos. Il ne restait au secteur critique que de la gesticulation : ce qu'il a fait surtout à propos de la question de Marcelino Camacho et de la présidence de l'organisation (5).

Il faut dire à sa décharge que, dans le contexte de la situation de la classe ouvrière, de son recul idéologique, de l'offensive néolibérale, des changements énormes qui se sont produits dans l'économie mondiale et dans l'organisation de la production où il est difficile d'avancer des propositions



tenant compte des exigences écologiques et de la solidarité Nord-Sud, c'est incontestablement une tâche ardue que de formuler des propositions pour un syndicalisme alternatif digne de ce nom. Par ailleurs, comment le courant critique pourrait-il apparaître comme une alternative si, dans la pratique, son syndicalisme ne se distingue pas du tout, pour l'essentiel, de celui des autres ? Quelles sont, dans la pratique, les différences entre le syndicalisme qu'on réalise aux Baléares, à Barcelone, à Séville, à Grenade, dans l'Energie, dans la RENFE ou dans l'EMT de Madrid — des régions ou des branches où le secteur critique est majo-

2) Dans la période entre le 5^e et le 6^e congrès (1991-1995) la moyenne de ceux qui ont payé leur cotisation a été plus élevée que celle de la période précédente (1988-1991), alors que le nombre des salariés a diminué de 8 %. Par ailleurs, les 700 000 adhérents actuels assurent aux CCOO des rentrées suffisantes pour garantir leur indépendance économique.

3) L'UGT est passée de 42,04 % à 34,71 %. Les deux confédérations réunies ont donc remporté une majorité très large (en Euzkadi ce sont les nationalistes, avec une majorité pour ELA-STV, qui ont gagné).

4) Les droits réservés aux courants prévoient une vie démocratique même au-delà des phases préparatoires des congrès. L'organisation du secteur critique comme courant syndical lui aurait assuré les moyens de mener un débat loyal et constructif avec plus de clarté, mais lui aurait imposé une définition plus claire de ses orientations.

5) A ce sujet, il faut rappeler que dans une organisation démocratique il ne doit pas exister de fonctions qui ne soient pas renouvelées périodiquement. S'il s'agit de fonctions dans des organes collectifs, on doit appliquer la méthode proportionnelle garantissant les droits des minorités. S'il s'agit de la fonction d'une seule personne, le candidat devrait obtenir d'une façon démocratique le soutien de la majorité. En ce qui concerne le cas de Marcelino Camacho, celui-ci avait le droit de critiquer la direction des CCOO et d'exprimer publiquement ses idées. Il avait également le droit — cela va sans dire — de soutenir le secteur critique, comme il l'a fait. Si aujourd'hui Camacho n'est plus membre de la direction des CCOO, c'est uniquement parce que le secteur critique ne l'a pas inclus dans sa liste.



ritaire — et celui des autres organisations de CCOO ? Celui du secteur critique serait-il plus démocratique, plus combatif, plus efficace ou plus alternatif ?

DU FAIT QUE LE « GRAND DÉBAT » s'est dégonflé, il ne faut pas tirer la conclusion qu'il n'y ait pas eu un effort de dizaines de milliers de membres et de centaines d'organisations pour rédiger et soutenir des amendements et des propositions. C'était moins spectaculaire, mais non moins substantiel. Voilà un « autre pluralisme », plus diffus et microcorporatif, qui

provient d'expériences et d'intérêts sectoriels et territoriaux qu'il est aussi nécessaire de comprendre et d'exprimer (6). La majorité n'est pas un tout homogène. Elle est différenciée et pluraliste, beaucoup plus qu'elle ne le semble : en partie à cause des diversités idéologiques, (certains ne remettant en question que timidement l'ordre existant alors que d'autres le font sous une forme radicale) en partie à cause de préoccupations et de centres d'intérêts différents.

En regardant en avant, le congrès a résolu certaines questions fondamentales, mais pas d'autres. Comment pourra-t-on présenter les revendications essentielles des travailleurs au nouveau gouvernement, ce qui signifie ouvrir un chemin de dialogue et de négociation, sans être paralysé pour autant, sans cesser de dénoncer sa nature antisociale et sans renoncer aux mobilisations pour riposter à ses prévisibles mesures anti-ouvrières ? Comment pourra-t-on reformuler de nouvelles revendications correspondant à des situations inégales, qui ne pourront qu'être différenciées, sans contribuer à consolider les inégalités entre salariés de la même zone ou de la même entreprise ? Comment le faire, par exemple, dans le cas d'entreprises de travail précaire, problème que nous n'avons pas résolu ? Comment s'occuper effectivement des chômeurs ? Comment développer un syndicalisme pratique, proche des petites et très petites entreprises ? Comment avancer des propositions et des alternatives générales et concrètes en matière de politique économique et industrielle qui soient compatibles avec les impératifs économiques et avec un rapport Nord-Sud plus solidaire ? Comment réaliser un

syndicalisme confédéral qui défende les intérêts communs de tous les travailleurs de l'État espagnol et en même temps respecte les particularités et les droits légitimes de chaque nationalité ? Comment rétablir un rapport adéquat entre le mouvement syndical et les autres mouvements sociaux à l'étape qui s'esquisse ? Comment maintenir l'indépendance politique qui vient d'être réaffirmée sans dériver vers l'apolitisme ? Comment trouver des terrains nouveaux d'action syndicale dans le domaine de l'égalité et de la non discrimination (7) ou des conditions de travail ?

DANS CE SENS, LES TACHES QUI découlent de l'application de la Loi sur la santé du travail amèneront à aborder dans toute son ampleur la lutte pour améliorer les conditions de travail. L'élection des délégué(e)s chargé(e)s de veiller à la prévention permettront aux syndicats de se doter d'un instrument très utile pour donner plus d'importance à l'action sur ce terrain.

Finalement, il serait souhaitable que s'établisse un climat interne moins tendu, qui favorise un débat plus ouvert quant aux tâches futures sur lesquelles tous, indépendamment des courants, ont beaucoup à dire. Il est probable qu'aussi longtemps que le ressac du congrès subsistera et se répercute dans les congrès des fédérations et des territoires, la tension se maintiendra. Néanmoins, surtout en tenant compte du fait que l'affrontement dans les CCOO a dans une large mesure une origine politique, il est prévisible que la nouvelle situation après les élections du 3 mars, qui amènera à réexaminer pas mal de tâches et de débats, provoquera aussi des réalignements dans le syndicat.



6) Plus de 1 600 amendements ont été présentés par des majorités ou des minorités qualifiées appartenant à différentes organisations : 300 en accord avec la minorité, 1 300 au sujet du pluralisme dont nous avons parlé. 300 amendements environ ont été acceptés ; 200 négociés et 800 retirés. 300 ont été discutés en séance plénière.

7) L'élection de 30 % de femmes dans la Commission exécutive fédérale dépasse le pourcentage minimum fixé par la conférence « CCOO, syndicat d'hommes et de femmes », mais le pourcentage en ce qui concerne les déléguées n'a atteint que la moitié de celui de la Commission exécutive.



Mexique

EN 1992, LE PRT (Parti révolutionnaire des travailleurs/ses), section mexicaine de la Quatrième Internationale, connut une scission : une partie minoritaire des membres du Comité central de l'organisation, prétendant représenter la majorité des membres, décida de se constituer en fraction publique. Pour des raisons statutaires, l'Internationale considéra que la majorité du CC représentait la continuité de la section, tout en décidant de maintenir la « fraction » dans ses rangs et ses instances.

Malgré des vues politiques largement similaires, comme leur réaction à la rébellion du Chiapas ainsi que leur attitude face au PRD cardeniste en témoignent, les deux organisations développèrent des conceptions différentes des tâches de construction du mouvement révolutionnaire au Mexique. Ces différences se sont traduites de la manière la plus tranchée en réaction à l'appel de l'EZLN pour la création d'un Front politique (4^e déclaration de l'EZLN — voir le numéro précédent d'Inprecor).

Le PRT-section officielle qui, en septembre 1995, avait décidé de changer de nom pour celui de Democracia Radical (DR), a récemment décidé de se dissoudre et de quitter formellement les rangs de la QI pour rejoindre le FZLN, à la direction duquel plusieurs de ses membres participent déjà (une minorité des membres de DR contestent cette décision). Le PRT, seul tenant du titre aujourd'hui, a réagi différemment en engageant une discussion publique avec les camarades de l'EZLN sur leur conception du Front et des tâches politiques au Mexique.

Ce débat est d'un intérêt évident pour tous ceux et toutes celles qui sont concernés par les problèmes d'organisation du combat anticapitaliste, non seulement au Mexique, mais aussi dans tous les pays où des perspectives de regroupement sont à l'ordre du jour. C'est la raison pour laquelle nous portons à la connaissance de nos lectrices et lecteurs la lettre adressée par les camarades de l'ex-DR à la direction de la Quatrième Internationale dans laquelle ils expliquent leur décision, ainsi qu'un article du camarade Edgard Sanchez, membre du Comité politique du PRT, qui expose les vues de son parti. La Quatrième Internationale a exprimé son avis sur les questions de regroupement dans la Résolution sur la Construction de l'Internationale adoptée par son dernier Congrès Mondial et publiée dans un numéro spécial (hors série) d'Inprecor.



Renaissance d'une rébellion

Lettre envoyée au bureau du secrétariat unifié de la IV^e Internationale, le 6 mars 1996.

Démocratie radicale

Camarades,

I Comme nous vous en avons informé en vous transmettant les résultats de la réunion de la Commission nationale de coordination de Démocratie radicale (DR), nous avons décidé de nous dissoudre en tant qu'entité militante afin de pouvoir participer à la formation d'une nouvelle force

politique nationale ayant pour base l'Armée zapatiste de libération nationale (EZLN) : le Front zapatiste de libération nationale (FZLN).

Par conséquent, nous cessons d'être la Section mexicaine de la IV^e Internationale.

Il est indispensable de signaler que cette décision n'est pas le fruit d'une discussion bâclée en notre sein. A partir de

la réunion du VIII^e Congrès national du Parti révolutionnaire des travailleurs (PRT)

— nous utilisons encore ce nom à l'époque — en mai 1995,

débutèrent une discussion et une réflexion très intenses découlant de la constatation d'un double processus : d'une part, le projet politique du PRT était parvenu à son terme, il n'avait plus la possibilité de se concrétiser, de l'autre, nous avions la certitude que n'importe quel processus de recomposition de la théorie, du programme, de l'organisation et de la pratique de la gauche socialiste mexicaine aurait lieu autour de l'EZLN. Ainsi, depuis cette date, nous nous étions fixés comme objectif fondamental l'établissement d'une alliance stratégique avec nos frères zapatistes. Etant donné ces deux considérations, il était clair, et à l'époque personne ne s'y opposa, que notre PRT devrait disparaître à plus ou



moins long terme.

La discussion poursuit son cours et, durant la Conférence nationale de septembre 1995, cette ligne fut confirmée, nous avons décidé de changer de nom (Démocratie radicale) et avons reconnu que notre courant politique était transitoire et que son existence était déterminée par la recherche d'un rapprochement avec le zapatisme. Les résultats de la grande consultation nationale ont favorisé cette perspective : DR avait appelé à voter oui à la question 4 et à voter non ou à



s'abstenir à la question 5 (pour mémoire, la question 4 proposait que l'EZLN appelle seule à la constitution d'une nouvelle force politique, la question 5 prévoyant qu'il le fasse aux côtés d'autres formations politiques). Nous avons voté une résolution qui déclarait explicitement qu'aucun obstacle ne viendrait empêcher notre entrée dans

cette force.

Ainsi, à la différence d'une bonne partie de la gauche mexicaine, quand a été connue la IV^e Déclaration de la forêt lacandonne, qui appelle explicitement à la création du Front zapatiste, nous avons déjà bien avancé, tant en matière de débats et de réflexion qu'en termes de rapports avec l'EZLN.

Dès que la IV^e Déclaration de la forêt lacandonne eut rendue publique, nous n'avons eu aucun problème pour annoncer, dans une lettre envoyée au CCRI-CG de l'EZLN, notre décision de soutenir ce document à quelques nuances près et d'entrer dans le FZLN. Il est bon de rappeler que l'une de ces nuances concernait notre opposition à ce que le FZLN soit un front au sens classique du terme, voire pire, une fusion ou une coordination entre appareils de groupes politiques plus ou moins représentatifs. Au contraire, il devait être une force politique d'un genre nouveau.

Cette introduction visait à vous rappeler que cette discussion n'a rien d'original et que notre dissolution avait déjà été votée lors de la Conférence nationale de septembre 1995 ; nous n'attendions que l'appel de l'EZLN pour nous intégrer le mieux possible dans le FZLN.

II Les motifs politiques profonds qui nous ont amenés à cette conclusion ont été présentés dans différents documents ; nous n'en reprendrons que quelques uns.

a) L'EZLN représente pour notre pays, et au-delà pensons-nous, surtout pour l'Amérique latine, une sorte de renaissance de la rébellion qui, après la chute du mur de Berlin et le « triomphe » du néolibéralisme, apparaît avec une vigueur subversive et neuve ayant immédiatement entraîné de nombreuses sympathies. Ce n'est la même chose de rester une force de résistance, presque fossilisée, ou de se présenter comme une alternative révolutionnaire crédible pour de larges secteurs de la population.

b) L'EZLN est le résultat d'un processus inédit visant à concrétiser la volonté mariatéguaiste de fusion entre la meilleure partie de la pensée politique émancipatrice européenne et la réalité indo-américaine ou, pour être plus précis, la réalité et la pensée indo-américaines. Le caractère majoritairement indigène de l'EZLN n'est pas seulement un élément à opposer aux puissants ; il s'agit d'un défi pour la vieille gauche latino-américaine qui n'a jamais compris le rôle très important de ces communautés en tant que bastions de résistance anticapitaliste. Personne, ni l'Unité révolution-

naire nationale guatémaltèque (URNG), ni encore moins le Front Farabundo Martí de libération nationale (FMLN), ni le reste de la gauche latino-américaine, nous inclus, n'a compris cela. En revanche, notre travail paysan a toujours été chargé d'un paternalisme et d'un assistanat qui ont conduit au développement de la corruption et de l'acceptation de l'idéologie modernisatrice de l'Etat. L'opposition d'une bonne partie des principaux dirigeants du travail paysan du PRT et d'une bonne part de sa direction, en 1991, à la lutte contre les modifications de l'article 27 de la Constitution (1) par Salinas, sous prétexte que nous avons réussi à organiser le mouvement paysan autour des problèmes de la production et non autour de la lutte pour la terre, n'était que la partie émergée de l'iceberg révélant ce qui se passait en profondeur dans la pensée de la gauche.

c) L'EZLN est née, entre autres, de l'échec de tous les projets de la gauche et en particulier du nôtre. Le PRT a été un projet qui a, sans l'ombre d'un doute, réussi à retenir l'attention des éléments les plus importants de l'avant-garde sociale mexicaine. Des milliers de Mexicains représentant le meilleur d'une génération révolutionnaire sont passés par ses rangs. Mais il a néanmoins été victime d'un processus d'institutionnalisation par l'Etat, ainsi que d'un pragmatisme croissant qui l'a conduit à répondre aux problèmes en fonction de l'obtention d'une série de « succès » apparents qui favorisaient son auto-aveuglement et étaient porteurs de sa stagnation et de sa crise. Le développement de courants opportunistes dès l'éclatement de la crise n'a rien à voir avec la malignité intrinsèque de tel ou tel mais est dû à ces deux facteurs qui ont étouffé notre projet révolutionnaire.

d) L'EZLN est née en marge de l'Etat mexicain et sur les berges de la société civile. Elle propose une politique que le régime sera incapable de récupérer, car elle associe de fortes positions éthiques contre le système à une capacité très souple de mobilisation et d'unité large, et ce à partir du niveau de conscience de secteurs importants de la population, las de la corruption, des partis, du gouvernement et de l'impunité. Elle détourne certains des préceptes de l'idéologie néo-libérale afin de mieux attaquer celle-ci. C'est pour cela qu'elle s'attire tant de sympathies quand elle annonce explicitement qu'elle est contre la prise du pouvoir par une force politique ou contre l'entrée dans les rangs du FZLN de personnes ayant des charges de représentation populaire dans les institutions de l'Etat — voyez comme c'est populaire : un député gagne 28 000 nouveaux pesos par mois, sans compter toute une série d'avantages, alors que le salaire minimum est de 600 pesos. Ou encore quand ils disent que le FZLN refusera tout accord avec des institutions d'Etat, etc.

e) Le travail que nous avons réalisé depuis le 1^{er} janvier 1994 (il fut plus facile pour nous de comprendre la signification de la rébellion indigène à cause de nos positions sur les réformes de l'article 27, sur le développement de la corruption au sein de la gauche, sur le refus de faire partie du registre électoral et d'accepter de l'argent de l'Etat, surtout celui qui est donné par-dessous la table et sans aucun fondement juridique, le tout avant le 1^{er} janvier 1994), notre travail avec Rosario Ibarra, et le sérieux avec lequel nous avons établi nos rapports avec les camarades de l'EZLN ont donné naissance à une relation politique qu'il a fallu construire peu à peu, non sans un manque de confiance préalable de leur part, totalement compréhensible. Depuis le début, nous

1) Cette réforme de l'article 27 de la Constitution permettait la vente et la parcellisation des terres communautaires indigènes (ejidos).

avons cherché à avoir une relation de respect, basée sur notre respect mutuel. Nous nous sommes présentés tels que nous sommes, sans exagérer notre force, nous leur avons toujours dit que nous étions une petite force de militants révolutionnaires ayant une certaine expérience en matière de travail syndical et urbain et disposant d'une théorie révolutionnaire qui ne pouvait et ne peut pas être négociée.

III Nous avons discuté avec les camarades zapatistes de la possibilité d'une intégration de DR au sein du FZLN. Tout en montrant un certain intérêt, ils nous expliquèrent que cela serait impossible sans notre disparition préalable. Les raisons en sont évidentes : lors de la consultation nationale, la question 4 l'a emporté, ce qui implique que le FZLN doit se construire à partir de l'EZLN. Mais, au-delà, c'est la seule manière de construire une nouvelle force politique : il ne faut pas perdre de vue le rejet dont sont victimes les vieux politiciens de la gauche mexicaine, en particulier les plus connus, chez les militants des mouvements populaires. Les gens qui s'intéressent à la formation du FZLN veulent discuter à égalité de condition des documents de base et de l'organisation du FZLN et non avec des courants préalablement organisés et, qui plus est, relativement manœuvriers.

Comme cela a été dit récemment, le FZLN sera une organisation politique d'un type nouveau et non un

front d'organisations ; mais il a aussi été dit qu'il constituera un front de pensées. Il n'est demandé à personne de renoncer à ses théories ou ses idées ou de les renier. Le sous-commandant Marcos a récemment déclaré que le FZLN pourrait accueillir des communistes, des trotskystes, des maoïstes, des anarchistes ainsi que des personnes sans idéologie.

Notre décision de franchir ce pas a permis à plusieurs de nos camarades de jouer un rôle important dans la construction du FZLN. Mais la manière dont ceci se fait n'est pas fonction du passé mais de l'avenir. En gommant nos frontières organisationnelles, le fait de promouvoir nos ex-camarades nous importe peu mais nous voulons avoir la garantie que les meilleurs camarades, quelle que soit leur origine, prennent en main des tâches centrales. Cependant la qualité de nos ex-camarades permet la présence de plusieurs d'entre eux.

Nous allons vers l'apparition d'une nouvelle identité politique. Nous ne renonçons pas à nos idées mais nous n'avons plus notre ancien sentiment de supériorité à leur propos. Nous allons vers la formation d'un zapatisme civil, plébien, radical et socialiste. Nous savons que vous avez l'impression d'avoir déjà entendu dire cela à propos de la situation dans d'autres pays ; la différence en est que ces

prises de position ont lieu en marge de toute institution liée à l'Etat ou aux appareils traditionnels de contrôle au niveau international, ce qui n'est pas rien. Ne l'oubliez pas quand vous jugerez notre décision. Vous ne pouvez pas comparer notre situation avec ce qui s'est passé dans d'autres pays ; il ne s'agit pas d'une fusion entre deux groupes d'extrême gauche ou entre courants communistes et de l'extrême gauche. Ici, nous commençons la construction de quelque chose de nouveau sur la base du courant le plus radical et le plus révolutionnaire de ces dernières années, courant qui a un poids massif dans des secteurs fondamentaux de la société mexicaine.

Démocratie radicale a été la première organisation à franchir ce pas ; pour le faire, nous avons dû décider de nous séparer organisationnellement de la IV^e Internationale ; tel est le prix

que nous avons dû payer et ce fut le plus douloureux. Une fois le FZLN constitué, on discutera en son sein du type de relations internationales qu'il établira, ainsi que des rapports entre ses militants et les organisations internationales. L'EZLN veut entretenir des rapports fraternels avec tous les courants internationaux et travailler en vue de la structuration d'une nouvelle Internationale, présentée comme celle de l'espoir.

Tant que le FZLN est en voie de constitution et les discussions en cours, nous continuerons pour notre part à aligner notre conduite sur le programme de la IV^e Internationale et sur la

théorie du marxisme révolutionnaire, en luttant pour la fin de l'exploitation et de l'oppression sous toutes leurs formes, pour une organisation d'hommes et de femmes libres et librement associés, contre les déformations bureaucratiques et le « substitutionisme » des organisations politiques, pour la construction d'une Internationale révolutionnaire de masse. Dans cette perspective, nous vous demandons votre compréhension et votre appui.

Enfin, et bien que cela ne soit pas habituel, nous voudrions vous dire et, à travers vous, dire à tous nos camarades de la IV^e Internationale, qu'ils nous sont très chers, que nous avons toujours trouvé en eux appui et solidarité, que vous êtes les meilleures personnes au monde, que nous ne sommes pas liés uniquement par des paroles ou des écrits mais par une vision du monde radicalement différente, humaine en vérité. Que nos trente quatre années d'appartenance à la IV^e Internationale nous ont apporté une conviction, un engagement et une grande confiance. Que toutes les actions de l'ensemble de nos ex-militants seront guidées par cet exemple et par ces motivations.

Vive la IV^e Internationale !

Vive le Front zapatiste de libération nationale !



Mexique

L'EZLN appelle à la formation d'une nouvelle force politique

Par *Edgard Sanchez*

Le 1^{er} janvier 1996, à l'occasion du deuxième anniversaire du soulèvement armé, l'Armée zapatiste de libération nationale (EZLN) a rendu publique la « quatrième déclaration de la selva lacandona ». Dans cette quatrième déclaration, elle appelle à la formation d'une nouvelle force politique, sous le nom de Front zapatiste de libération nationale.

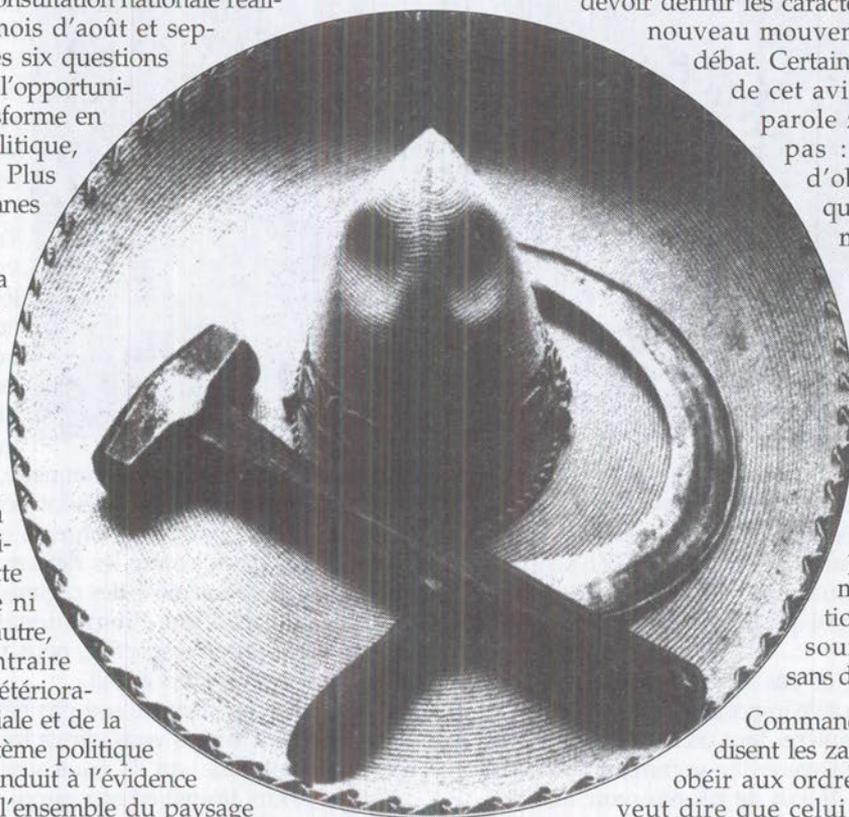
Cet appel était attendu depuis des mois, car il était la conséquence logique de la Consultation nationale réalisée par l'EZLN aux mois d'août et septembre 1995. L'une des six questions portait précisément sur l'opportunité que l'EZLN se transforme en une nouvelle force politique, et la façon de le faire. Plus d'un million de personnes ont répondu oui.

De plus, appeler à la formation d'une nouvelle force politique est une nécessité absolue au vu de la situation nationale. Le soulèvement armé de l'EZLN en janvier 1994 a déclenché une crise du système politique dominant au Mexique. Cette crise ne s'est résolue ni dans un sens ni dans l'autre, et se prolonge au contraire dans le cadre d'une détérioration de la situation sociale et de la décomposition du système politique lui-même. Tout cela conduit à l'évidence à la recomposition de l'ensemble du paysage politique dont la crise est patente. Depuis 1994, l'EZLN a suscité une grande sympathie populaire, sympathie également parmi la base de nombreuses forces et partis politiques, et elle bénéficie d'une grande autorité morale et politique. Pourtant, l'organisation de l'EZLN est essentiellement politico-militaire, de sorte que les possibilités de peser directement sur la situation, sur le terrain politique et au niveau des masses, sont amoindries par l'absence d'une organisation propre à l'échelle nationale, au-delà de la structure militaire. Nombre d'initiatives politiques de l'EZLN ont tourné court du fait de l'absence d'une telle force organisée pour les

mener à terme. Toutes ces raisons soulignent l'importance de l'appel son incidence dans la recomposition des forces politiques et son rôle pour que soit résolue la crise qui secoue le pays dans une voie démocratique, populaire, avec une dynamique révolutionnaire.

L'appel des zapatistes ne pouvait que provoquer un vaste débat. C'est bien normal, vu que leurs sympathisants vont devoir définir les caractéristiques essentielles du nouveau mouvement à travers un large débat. Certains parmi eux ne sont pas de cet avis et considèrent que la parole zapatiste ne se discute pas : on doit se contenter d'obéir. Pour eux, il n'y a qu'à souscrire à la quatrième déclaration telle quelle ... et attendre le prochain communiqué du Commandement général. Ils caricaturent la conception zapatiste « commander en obéissant ». Plus globalement, c'est la caricature de ceux qui, voulant imiter les structures militaires pensent qu'un mouvement politique doit fonctionner à leur image en se soumettant à la discipline sans discussion.

Commander en obéissant, comme disent les zapatistes, ne veut pas dire obéir aux ordres sans discussion. Cela veut dire que celui qui commande doit se conformer au résultat de la discussion et au consensus de la base. Ne pas commander dans l'arbitraire. C'est une règle qui permet le contrôle démocratique des dirigeants et ne doit pas instituer le contrôle despotique de la base. Il faut bien évidemment distinguer deux niveaux dans la discussion provoquée par l'appel à la création du Front zapatiste. Il y a d'une part le débat avec ceux qui ne sont pas d'accord parce qu'ils s'opposent aux zapatistes ou, au sein du système, les dénigrent et les combattent. Ce débat doit avoir lieu et c'est le mouvement même qui leur répondra. Mais il y a un autre débat qu'il faut également clarifier, ne serait-ce que pour



mieux répondre aux adversaires. C'est le débat au sein du mouvement sympathisant et solidaire avec le zapatisme. C'est sur ce terrain que nous nous situons pour discuter certaines des positions des zapatistes inscrites dans la quatrième déclaration : il faut les clarifier pour aboutir à un accord ou pour savoir, le cas échéant, l'ampleur des divergences. C'est un débat nécessaire : on peut soutenir la création du Front zapatiste, et en même temps discuter certains aspects de la quatrième déclaration. En fait, ce large débat a bien eu lieu et les zapatistes eux-mêmes ont dû clarifier leurs concepts, notamment dans le message enregistré sur cassette vidéo que le sous-commandant Marcos a adressé le 2 mars à une rencontre de comités civils dans la ville de Poza Rica.

FRONT POLITIQUE ET STRUCTURE DE PARTI

Le premier thème en débat a porté sur la conception même du Front zapatiste. Pourquoi un front ? pourquoi pas un parti ? pourquoi un front non pas d'organisations mais d'individus ?

Avant la consultation nationale, nous le PRT et d'autres groupements socialistes, avons expliqué que, de notre point de vue, le mieux serait que l'EZLN appelle à la formation d'un nouveau parti alternatif et qu'elle invite d'autres forces intéressées à s'y même si cela devait se faire sur les bases de l'EZLN.

La sympathie rencontrée par l'EZLN est incontestablement très large. L'EZLN a répété avec force sa préoccupation juste d'organiser la « société civile », les sans-parti. C'est ainsi qu'avait été créée la Convention nationale démocratique (CND). Mais l'ampleur même du mouvement de solidarité avec les zapatistes impliquait une grande hétérogénéité politique, ce qui a affaibli la CND et réduit son efficacité. Nous pensons donc que la nouvelle force politique devrait dépasser l'expérience de la CND quant à sa cohérence. Une plus forte cohérence politique devrait résulter d'une organisation de type parti, avec adhésion individuelle sur la base d'un programme.

Dès l'époque de la préparation de la consultation nous savions que cette proposition n'était pas très populaire dans les rangs du mouvement de solidarité avec les zapatistes. D'abord du fait de la perte de prestige du système actuel de partis. Mais aussi parce que très souvent on associe parti et instrument électoral. Cette identification est fréquente également dans les déclarations de l'EZLN. La notion de parti se confond ainsi avec celle de parti à statut légal, organisé pour participer aux élections, avec tout ce que cela implique.

Or la lutte politique qu'un parti révolutionnaire doit mener ne se réduit pas à la lutte électorale. Cela résulte de notre propre expérience, de nos conceptions et de notre conviction qu'un appel des zapatistes à un parti alternatif accélérerait la recomposition politique.

Nous ne sommes pas d'accord non plus avec la critique que fait le sous-commandant Marcos dans son message du 4 mars, quand il affirme qu'un parti politique ne fait participer ses militants qu'en deux occasions : lors des élections dans le pays et pour l'élection interne de ses propres dirigeants. A nouveau, on se réfère exclusivement à l'expérience des partis électoraux et en particulier des partis bourgeois. Bien évidemment, ce n'est pas cette conception du parti que nous proposons, mais un parti qui s'organise effectivement pour

participer à la lutte de classes quotidienne et pas seulement aux élections.

Mais l'EZLN a refusé d'appeler à la formation d'un parti politique. Dans la quatrième déclaration, elle appelle à la création d'un Front zapatiste. Elle y voit une solution pour permettre que le mouvement de solidarité avec les zapatistes s'organise, dans toute sa variété et son hétérogénéité, en construisant une formation résolument zapatiste, mais aussi plurielle comme le suppose un front politique. Le PRT a affirmé, dans ce contexte, qu'il était prêt à participer en tant que tel à ce front politique.

Pourtant, dans son message du 4 mars, le sous-commandant Marcos a affirmé explicitement qu'il ne s'agit pas d'un « front d'organisations » et que ceux qui veulent rejoindre le Front zapatiste doivent y adhérer individuellement en quittant leur organisation, ou que celle-ci doit se dissoudre en tant que telle pour que ses adhérents puissent librement rejoindre le Front zapatiste.

La proposition des zapatistes se trouve donc à mi-chemin entre un parti auquel on adhère effectivement à titre individuel, avec une structure très souvent comparable à l'organigramme de comités locaux, municipaux, régionaux et nationaux que propose Marcos dans son message, et la conception d'un Front où, tout comme l'EZLN qui ne va évidemment pas se dissoudre, pourraient participer ouvertement d'autres courants politiques. Mais le sous-commandant Marcos affirme dans son message que l'adhésion se fera effectivement individuellement et que l'EZLN qui ne va pas se dissoudre (elle ne peut évidemment pas le faire après avoir déclaré la guerre au gouvernement) recevra les demandes d'adhésion au Front zapatiste auprès de son commandement général, qui donnera son accord et son accréditation. Même si Marcos affirme que ce ne sera pas un front d'organisations, mais un front où diverses conceptions pourront coexister, « communistes, trotskystes, ou militants sans références idéologiques particulières », il semble clair qu'il n'envisage pas la présence de courants organisés en tant que tels dans cette nouvelle formation politique. Pour ceux qui comme nous avons déclaré ouvertement notre filiation et notre appartenance politiques, cette décision empêche notre intégration. On ne peut pas faire comme certains autres irresponsables, qui ont déclaré qu'ils n'avaient plus de parti, qu'ils s'étaient dissous dans la société civile, et qui fonctionnent pourtant comme un groupe d'intérêts d'appareil, mais sous le manteau.

Bien évidemment cela n'implique pas en soi une rupture politique totale entre l'EZLN et les forces politiques qui lui ont apporté leur solidarité. L'EZLN continue à défendre l'idée d'un large front d'opposition qui constitue un mouvement de libération nationale où pourraient s'exprimer et se retrouver un éventail de forces très large et elle propose maintenant un nouvel espace de rencontre : un front de gauche qui en serait une composante. Nous devons nous déterminer formellement sur cette nouvelle proposition, mais le PRT restera sans aucun doute partisan de poursuivre la lutte solidaire avec les zapatistes et de soutenir les demandes pour lesquelles ils ont pris les armes, en participant activement à la construction de ce front de gauche. Au vu des critiques de Marcos lui-même face au sectarisme et à ces « méthodes politiques que nous combattons » et que certains courants voudraient appliquer à la construction du front large d'opposition, il apparaît plus clairement que le PRT et certainement tout un secteur de gauche qui avait participé à la CND en s'opposant au sectarisme, pourront



prendre maintenant leur place dans la construction du front large d'opposition.

LUTTE POUR LE POUVOIR, DÉMOCRATIE ET FIN DU SYSTEME DE PARTI-ETAT.

Il y a une autre question polémique dans la quatrième déclaration : c'est l'affirmation catégorique que le Front zapatiste ne lutte pas pour le pouvoir.

Il est apparemment contradictoire qu'une force qui s'est lancée dans la lutte pour mettre fin au système du parti-Etat, qui est allée jusqu'à déclarer la guerre au gouvernement, qui a dénoncé la responsabilité du gouvernement et du système actuel dans les maux qui accablent le peuple, qui a réclamé le départ de Salinas et du gouvernement, qui veut instaurer la démocratie, il est contradictoire, répétons-le, que cette force-là affirme ne pas lutter pour prendre le pouvoir. On se tromperait si on réduisait le zapatisme à une force de pression pour obtenir des changements ou même certaines revendications spécifiques, locales ou sectorielles. Ce n'est pas ce que représente le zapatisme, en particulier depuis le soulèvement de janvier 1994. C'est justement face à ceux qui se cachent derrière un langage apparemment radical pour se limiter à une lutte revendicative sectorielle, que les zapatistes ont appelé à organiser une lutte politique, nationale, en affirmant que leurs demandes n'ont rien de sectoriel et ne se limitent pas à quelques communautés du Chiapas. Nous pensons donc que pour faire aboutir les demandes de l'EZLN et les objectifs avancés, il faut organiser une lutte de fond contre le pouvoir, contre le système du

parti-Etat. Cela est rendu évident par toute la trajectoire de lutte de l'EZLN.

En finir avec le pouvoir en place, lui substituer le pouvoir du peuple — comme le dit la quatrième déclaration — n'est pas contradictoire avec l'affirmation que le Front zapatiste ne veut pas prendre le pouvoir. Effectivement, l'instauration de la démocratie ne se réduit pas à l'alternance des partis au pouvoir, aussi démocratique que paraisse ou se dise tel ou tel parti. Nous ne pouvons donc pas avoir comme objectif de simplement remplacer le pouvoir actuel du PRI par celui de l'EZLN ou maintenant du FZLN.

Les cas ne manquent pas où des partis confondent la conquête de la démocratie avec la conquête du pouvoir pour eux-mêmes. Ce n'est pas nécessairement cela la démocratie, et le risque est grand que ce soit tout le contraire : quand un parti se fixe comme objectif de prendre le pouvoir, toute autre considération démocratique peut être subordonnée à cet objectif. C'est une leçon que nous tenons de notre propre histoire comme courant politique, nous qui avons combattu dès notre origine l'identification abusive entre la prétendue réalisation du socialisme et du pouvoir ouvrier, et l'existence réelle du pouvoir d'un parti et d'une bureaucratie (quand bien même ils se disaient communistes) sur le dos des travailleurs. De ce point de vue, oui, nous pouvons être d'accord pour dire que nous ne luttons pas pour le pouvoir. Et nous sommes évidemment d'accord avec Marcos quand il affirme que la prise de pouvoir pour lui-même ne saurait faire partie des attributs d'un parti révolutionnaire.

Dans l'appel, pour autant, il n'est pas question d'un mouvement apolitique, qui ne comprendrait pas la nécessité de la lutte contre le pouvoir actuel : la quatrième déclaration le

confirme dans plusieurs de ses attendus (contre la centralisation du pouvoir, commander en obéissant, un gouvernement du peuple, pour le peuple et par le peuple, etc.). L'objectif déclaré des zapatistes va, pour nous, au-delà d'une lutte revendicative ou visant à se constituer en conscience morale des politiques (comme certains s'obstinent à les y réduire) : il s'agit sans aucun doute de lutter pour un nouveau pouvoir, non pas pour le Front zapatiste mais pour le peuple, en prenant en compte la pluralité régionale, politique, ethnique, culturelle, chaque jour plus évidente, en s'opposant à la centralisation du pouvoir, comme le dit la déclaration.

Cela renvoie à une autre question qui sous-tend cette thèse discutable et que l'on trouve dans plusieurs documents de l'EZLN, en particulier dans le document « les miroirs », mais également ailleurs. C'est l'idée que l'objectif principal aujourd'hui, c'est de conquérir la démocratie et pour cela mettre fin au système du parti-Etat. C'est ce qui rend possible et nécessaire la formation d'un front large d'opposition qui regroupe une grande diversité de forces non seulement politiques mais sociales. Cette diversité signifie que nous pouvons les uns et les autres défendre des projets particuliers, voire différents, pour

la nation, mais pour convaincre le peuple de la justesse de notre point de vue et gagner librement, il faut un système différent, il faut conquérir la démocratie.

Ainsi, au-delà de nos désaccords, nous pouvons nous retrouver dans la lutte pour la démocratie, pour en finir avec le système du parti-Etat.

Nous qui avons « *le cœur, la volonté et la raison du côté gauche de la poitrine* », comme disent les zapatistes, nous savons que notre projet propre, pour se réaliser, implique que l'objectif commun, la démocratie, soit atteint pour être à même de convaincre alors de la justesse de la totalité de notre programme dans des conditions nouvelles. Nous avons besoin, comme le dit le document « les miroirs », d'une révolution qui rende possible la Révolution. Et notre objectif n'est pas en soi le pouvoir.

Cette révolution ne passe pas pour l'EZLN par « *la conquête du pouvoir ni la mise en place (par des voies pacifiques ou violentes) d'un nouveau système social, mais par quelque chose de préalable à l'une et l'autre. Il faut arriver à construire l'antichambre du monde nouveau, un espace où, dans l'égalité des droits et des devoirs, les différentes forces politiques se "disputent" le soutien de la majorité de la société* ».

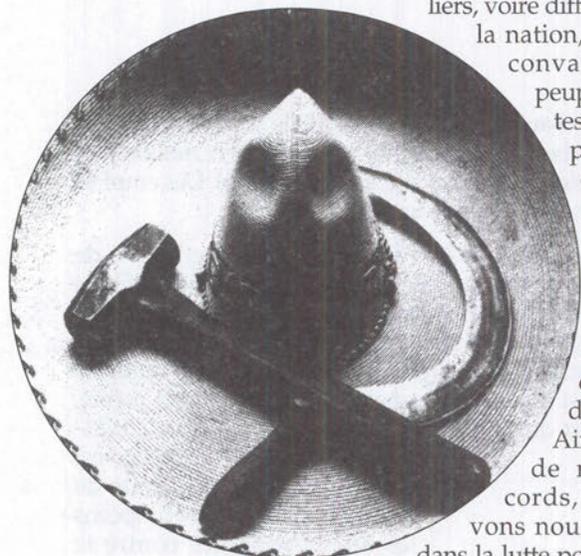
Il y a encore d'autres questions polémiques dans la quatrième déclaration, que les zapatistes eux-mêmes ou le sous-commandant Marcos ont précisées depuis. Il s'agit, par exemple, de la participation aux élections. Dans la quatrième déclaration, cette question apparaissait comme préalable,

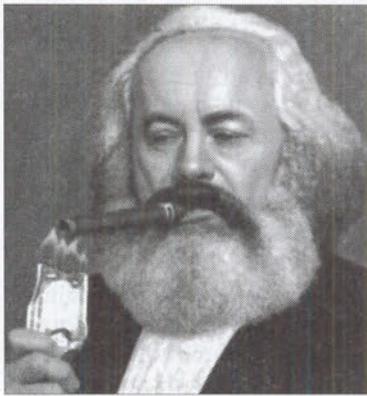
comme une question de principe pour participer au Front zapatiste. Dans son message du 4 mars, le sous-commandant Marcos a précisé que le Front zapatiste en tant que tel ne devait pas participer aux élections, mais que ses adhérents pouvaient soutenir certains processus électoraux. Cela se rapproche d'une position tactique face à chaque cas particulier, alors qu'à l'origine la non-participation aux élections apparaissait comme un principe général, indépendamment du niveau de conscience et d'organisation des masses.

Il ne faut pas ici confondre la critique et le rejet des institutions actuelles avec le rejet de toute pratique démocratique, même électorale, dans laquelle l'EZLN serait impliquée vu que c'est l'une des solutions proposées dans la consultation nationale pour aboutir à un changement des règles du jeu politique dans le pays. On ne doit pas non plus confondre la critique des institutions actuelles, dans un certain rapport de forces, et l'instauration d'un pouvoir parallèle, quand bien même le pouvoir en place se trouve en profonde crise de décomposition.

Nous devons distinguer ce que peut être le niveau de conscience et d'organisation populaire dans les régions du Chiapas et dans le reste du pays, y compris dans des régions importantes où le PAN (Parti d'action national) gagne aujourd'hui les élections. La création du Front zapatiste pourra peut-être combler ce fossé au niveau national, mais à condition qu'il prenne en compte dans son action ces différences de niveau de conscience et d'organisation du peuple.

Discussion et clarifications se poursuivront certainement sur tous ces points dans les prochains mois. Pour certains, le dernier mot n'a pas été dit. Plusieurs événements contribueront à clarifier et à définir le projet de Front zapatiste dans les mois qui viennent. Au-delà de l'évolution politique générale, il faudra intégrer les résultats des commissions de dialogue entre le gouvernement et l'EZLN à San Andres, les prochaines réunions nationales de comités civils, la rencontre pour le Front zapatiste en juin, la rencontre intercontinentale en juillet, et l'évolution des propositions d'un Mouvement de libération nationale et d'un Front de gauche qu'a avancées récemment l'EZLN.





Economie mondiale

Une aussi courte reprise

La conjoncture économique du début de l'année 1996 se caractérise par des signes de ralentissement de la croissance économique aux Etats-Unis et en Europe. Les Perspectives économiques de l'OCDE, publiées en décembre 1995 sont déjà obsolètes en ce qui concerne la France et l'Allemagne dont la croissance devrait se situer entre 1 % et 1,5 % en 1996. Les données du tableau 1 font néanmoins apparaître ce phénomène de ralentissement qui devrait évidemment, à en croire l'OCDE, s'effacer dès 1997, avec une étonnante convergence vers un taux de croissance fatidique de 2,7 % !

Par Maxime Durand

Paris, mars 1996

L'OCDE compte aujourd'hui 32,5 millions de chômeurs, dont 18,3 pour l'Union Européenne. Or, même en admettant le scénario rose de l'OCDE, un tel rythme de croissance n'est pas suffisant pour faire reculer le taux de chômage dans les plus grands pays. Le tableau 2, tiré de la même source, montre à quel point le chômage de masse est là pour durer. Les promesses du Livre blanc de la Commission Européenne, affirmant qu'il était possible de réduire de moitié le chômage en Europe grâce à la création de 15 millions d'emplois, sont bien oubliées. Et comme le chômage coûte cher, l'OCDE — disant tout haut ce que les gouvernements pensent probablement tout bas — réintroduit par la bande un de ses plus déplaisants discours, qui consiste à proposer une révision à la baisse des allocations-chômage « afin d'améliorer les mécanismes d'incitation ». Comme si le chômage provenait du manque d'enthousiasme des demandeurs d'emploi.

Cet étouffement de la reprise mérite d'être mis en perspective, en rappelant à grands traits les différentes phases de la conjoncture en Europe, qui valent aussi — à certains décalages près — pour les Etats-Unis et le Japon. Après la récession du début des années 80, la reprise se manifeste, avec une vivacité plus ou moins marquée, dans tous les pays développés. L'activité augmente régulièrement jusqu'au début des années 90. Il est intéressant de revenir sur cette période de reprise, parce qu'elle semble marquer le triomphe des économistes orthodoxes. A les en croire, c'est la preuve que les recettes néolibérales fonctionnent finalement, et que l'on va bientôt renouer avec la croissance.

L'euphorie est d'autant plus grande que le krach boursier de 1987 ne débouche pas sur la récession que tout le monde prévoyait, et semble au contraire doper la croissance. Des emplois sont créés, le chômage recule un peu partout.

Le retournement se produit à partir de 1990, et a peu de choses à voir avec la crise irakienne et la guerre du Golfe. La situation se détériore de manière continue durant 1991 et 1992, et les experts ont d'ailleurs du mal à prendre la mesure exacte de cette dégradation, puis, en 1993, il faut bien se rendre à l'évidence. C'est la récession, très dure, plus profonde même, dans la plupart des pays, que celles de 1974-1975 ou 1981-

1982. La baisse du chômage est effacée, et on voit au cours de cette période les pays européens les mieux protégés contre le chômage rattraper leur « retard », très brutalement dans certains cas comme la Suisse ou la Suède. Les idéologues du capital se prennent à douter, et commencent à parler de « retour du cycle ».

Ils n'ont pas tort, car la reprise se produit à partir de 1994, avec un très grand dynamisme : la croissance redémarre aussi vite que la production avait reculé. On parle toujours de cycle, mais on se prend à espérer que celui-ci sera le bon, et qu'il pourra embrayer sur une croissance durablement soutenue. Mais survient alors un phénomène imprévu et difficilement com-

préhensible, à savoir un nouveau retournement du cycle après seulement dix-huit mois de reprise. Nous en sommes là, et face à cette situation décevante, le discours officiel reste à l'optimisme. Celui-ci n'est pas dépourvu d'arguments, et il n'est pas sans intérêt de revenir sur ce qui peut le justifier.

Tableau 1
Taux de croissance du PIB

	1993	1994	1995	1996	1997
Etats-Unis	3,1	4,1	3,3	2,7	2,8
Japon	-0,2	0,5	0,3	2,0	2,7
Allemagne	-1,2	2,9	2,1	2,4	2,7
France	-1,5	2,9	2,7	2,2	2,7
Grande-Bretagne	2,3	3,8	2,7	2,4	2,7
Union européenne	-0,6	2,8	2,7	2,5	2,7
Total OCDE	1,2	2,9	2,4	2,6	2,8

Source: OCDE

Tableau 2
Taux de chômage

	1993	1994	1995	1996	1997
Etats-Unis	6,8	6,1	5,6	5,7	5,9
Japon	2,5	2,9	3,1	3,4	3,4
Allemagne	8,9	9,6	9,3	9,3	9,1
France	11,7	12,2	11,5	11,3	11,0
Grande-Bretagne	10,2	9,2	8,4	8,2	8,0
Union européenne	11,1	11,5	11,1	10,8	10,5
Total OCDE	8,0	8,0	7,8	7,7	7,6

Source : OCDE

LES RAISONS DE L'OPTIMISME OFFICIEL

Dans *Le Monde* du 18 janvier, Michel Camdessus écrit au nom du FMI : « *Sur le plan mondial, l'inflation est au plus bas depuis trente ans; la croissance se poursuit; les grandes monnaies ont infléchi leurs trajectoires vers des niveaux plus crédibles* ». Bref, « *si l'économiste avait le droit de ne se mêler que de macro-économie, il aurait quelques raisons de se montrer serein* ». Même sérénité du côté des ministres des Finances du G7 réunis à Paris : « *Malgré un ralentissement temporaire de l'activité dans la plupart de nos pays dans les derniers mois, les conditions économiques sous-jacentes nécessaires pour une reprise soutenue apparaissent réunies* ». La palme, en ce domaine comme en d'autres, revient au président français Jacques Chirac qui a affirmé sa confiance en la « *croissance qui reprendra et qui sera durable, en tout cas pour un cycle de vingt ou trente ans* ». On admirera ce merveilleux « *en tout cas* ».

Il serait faux de ne voir dans ces discours qu'une tentative de conviction purement idéologique. La raison pour laquelle la situation apparaît « *fondamentalement satisfaisante* » à l'OCDE et à ceux qui nous dirigent, est que « *ceux d'en haut* » ne raisonnent pas à partir des mêmes critères que « *ceux d'en bas* » qui, d'une certaine façon n'ont eu aucun motif de percevoir les effets de ces trois semestres de reprise. Les principaux critères de la science économique officielle ne sont pas le chômage et les conditions d'existence des travailleurs, mais les taux d'intérêt, l'inflation et la rentabilité. Or, de ce strict point de vue, on peut dire que les choses ne vont pas si mal.

Le capitalisme mondial dispose de « *fondamentaux vigoureux du côté de l'offre* » ; en d'autres termes, le profit est haut et l'inflation est basse. La note de la Commission Européenne présentant les perspectives économiques (Economie européenne supp. A n°12 déc.1995) avance avec perspicacité cette jolie formule : « *du côté de l'offre, les fondamentaux sont donc prêts pour répondre à un rebond de la demande* ». Le commentateur raisonne manifestement comme si l'offre et la demande étaient deux entités indépendantes, comme si la bonne santé du côté de l'offre ne pouvait avoir pour contrepartie une faiblesse intrinsèque de la demande. Par ailleurs, les « *conditions monétaires et financières favorables* » se traduisent par une baisse des taux, très marquée notamment pour les taux à long terme, malgré une très récente remontée. Ce grand écart entre la bonne santé de l'économie en général et la situation concrète des gens est bien illustrée par le graphique ci-contre,

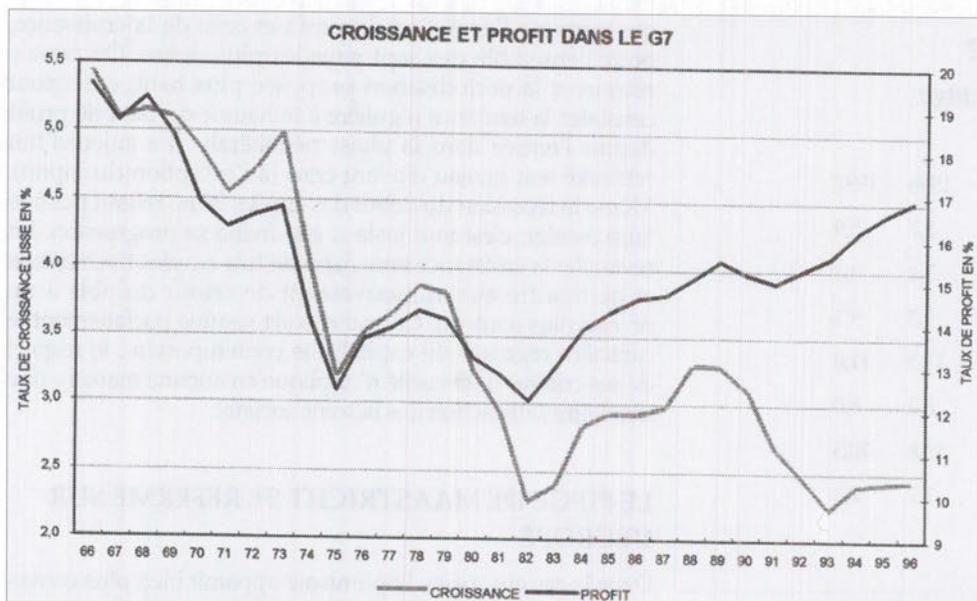
qui rapporte l'évolution du profit et celle de la croissance, pour l'ensemble des sept pays les plus riches. On peut y retrouver la périodisation proposée plus haut, et surtout constater la tendance régulière à la hausse du taux de profit depuis l'entrée dans la phase néolibérale. Il a aujourd'hui retrouvé son niveau d'avant-crise (à l'exception du Japon). Même la récession du début des années 90 ne réussit pas à le faire reculer, c'est tout juste si elle freine sa progression. En revanche la croissance enregistre de très amples fluctuations et ne montre aucun mouvement de retour durable à un niveau plus soutenu. Ce grand écart résume parfaitement le caractère régressif du capitalisme contemporain : le respect de ses critères d'efficacité n'implique en aucune manière une meilleure satisfaction des besoins sociaux.

LE PIEGE DE MAASTRICHT SE REFERME SUR L'EUROPE

Dans le cas européen, l'optimisme apparaît bien plus convenu. La révision à la baisse des prévisions est très nette en France et en Allemagne, et il est difficile de suivre la Commission Européenne quand elle affirme que « *les perspectives économiques pour la Communauté restent largement favorables* ». Même si les États membres restaient fermes sur les principes de la rigueur budgétaire, (et peut-être même surtout s'ils le font), la conjoncture en Europe devrait se révéler contraire au respect du calendrier de Maastricht. Là encore, on voit apparaître un phénomène étonnant de grand écart entre les discours officiels et la réalité économique. La meilleure illustration en a été donnée par des connaisseurs, à savoir les hommes d'affaires réunis comme chaque année à Davos. 65 % d'entre eux pensent que la mise en œuvre du Traité de Maastricht sera reportée, et 16 % vont jusqu'à dire que la monnaie unique n'existera jamais. Seuls 17 % croient donc au calendrier maastrichtien affiché qui prévoit que la décision finale devrait être prise au début de 1998, sur la base des performances de 1997, et que la monnaie unique entrerait en vigueur le 1^{er} janvier 1999.

Pour respecter ces échéances, il faudrait ramener le déficit public à 3 % du PIB. Or, pour les pays de l'Union européenne pris dans leur ensemble, il a culminé à 6,3 % en 1993. On prévoit officiellement d'arriver en moyenne à 3,9 % en 1996, ce qui permettrait à presque tous les pays, à l'exception sans doute de l'Italie, de remplir cette fameuse condition. En réalité, ce schéma est hors de portée, pour une raison assez simple à comprendre. Les politiques d'austérité menées de manière similaire dans l'ensemble de l'Europe n'ont pas pour effet de réduire le déficit public, mais au contraire de l'augmenter par réduction des recettes fiscales. De manière plus générale, il faut insister sur la source profonde de ces déficits qui ne proviennent pas d'une croissance excessive des dépenses mais au contraire de pertes de recettes qui découlent elles-mêmes de l'austérité, mais aussi et surtout de politiques systématiques d'exonération des revenus non salariaux.

Faute de faire payer des impôts aux revenus du capital, on a été obligé d'emprunter à ceux qui les reçoivent, et cela à des taux d'intérêt réel supérieurs à la croissance, de telle sorte que les déficits se sont creusés par un phénomène de boule de neige. Il fallait en effet emprunter pour payer les intérêts, un peu comme dans les pays endettés du Tiers monde. Dans un tel contexte, les effets négatifs du climat d'incertitude actuel « *seront également amplifiés par les nouvelles mesures d'assainissement budgétaire — au-delà de celles*



Suède, contre respectivement 5,6 % et 1,6 % en 1989. Pour 1996, le patronat allemand est particulièrement pessimiste puisqu'il envisage une quasi-stagnation. Ces piètres résultats ne sont pas sans rapport avec les mauvaises performances à l'exportation d'une économie allemande qui perd en compétitivité et en parts de marché. Ainsi, en 1995, ses exportations ont progressé de 3,7 % en volume, contre 6,2 % pour la France. A terme, ces contre-performances remettent en cause le modèle allemand, voire, qui sait, la suprématie incontestée du mark.

L'EUROPÉANISATION DES ETATS-UNIS ET DU JAPON

prévues actuellement — qui seront requises dans un certain nombre de pays ». L'OCDE doit même admettre que de telles incertitudes font « planer une menace sur la prévision faite par le secrétariat de l'OCDE d'une expansion continue en Europe, qui repose sur un investissement vigoureux des entreprises et un redressement des dépenses de consommation ». D'autres sont plus optimistes et font jouer un rôle-clé à la baisse des taux d'intérêt que rendrait possible la rigueur budgétaire. La confiance reviendrait, les ménages consommeraient plus, les chefs d'entreprises investiraient davantage. Ce scénario, explique Alain Verhooles dans *Le Monde* « au moins une chance sur deux de se réaliser » mais à une petite condition : il faudrait, c'est un détail, que les pays soient « prêts à en payer le prix, concernant notamment l'emploi et les salaires minimum ». Comment relancer la consommation tout en bloquant les salaires, voilà une prouesse dont le journaliste ultra-libéral ne nous livre pas le secret.

Toutes ces difficultés font que même les partisans les plus fervents de l'« euro » n'y croient plus. Ce n'est pas la voie de Maastricht qui sera suivie. La monnaie « unique » se fera autour du seul noyau dur franc-mark, ou alors le calendrier sera étalé dans le temps. Cette incertitude n'a cependant pas débouché sur une nouvelle crise spéculative, dans la mesure où les marchés financiers, échaudés par leurs tentatives avortées et coûteuses de casser l'axe franc-mark, ne s'y sont pas encore risqués. Le précédent épisode spéculatif avait conduit à une véritable explosion du système monétaire européen, qui avait vu des monnaies comme la livre, la lire et la peseta procéder à des dévaluations substantielles, de l'ordre de 20 %. Un peu plus de deux ans après, le bilan de ces dévaluations compétitives s'oppose à la morale maastrichtienne, sous forme d'une prime aux mauvais élèves qui ont gagné des parts de marché sans basculer dans l'inflation, comme on le leur avait promis. Ainsi, il se pourrait bien que le Royaume-Uni puisse satisfaire aux critères de Maastricht dès 1996, grâce à la dévaluation qui lui a permis de prendre du champ et de gagner des parts de marché, faisant reculer en même temps le déficit et le chômage.

En sens inverse, le modèle allemand est entré en crise, un peu après le modèle suédois. Ces deux vitrines d'un capitalisme tempéré ne semblent pas résister aux coups de boutoir de la mondialisation capitaliste. Le meilleur indicateur de cette involution est sans doute le taux de chômage qui, en décembre 1995, atteint 8,6 % en Allemagne et 9,7 % en

On a souvent opposé la faible croissance et le fort chômage de l'Europe à une situation inverse dans les deux autres grands pôles de l'économie mondiale. Outre que ces comparaisons étaient faussées par des définitions différentes du chômage, un certain nombre de choses sont en train de changer. C'est très net dans le cas du Japon, qui avait su « avaler » la récession de 1980-1982, et dont la croissance s'était depuis « enroulée » autour de 4 à 5 % l'an. Sur les quatre dernières années (1992-1995) la croissance moyenne n'a été que de 0,4 %. Il ne s'agit pas seulement d'une récession, mais plus profondément d'un véritable changement de régime qui remet en cause l'efficacité de ses différentes composantes, notamment le système d'emploi dualiste et la surévaluation du yen. Une très profonde crise bancaire jette des doutes sur la capacité du Japon à jouer durablement son rôle de financier de la croissance à crédit des Etats-Unis.

Après trois années de bonne croissance à 3,5 % l'an en moyenne, d'ailleurs souvent présentées comme une véritable prouesse, la croissance aux Etats-Unis s'essouffle nettement à la fin de 1995. Là aussi, on peut parler d'européanisation, dans la mesure où le développement des profits (+20 % en 1995) est gagé sur des gains de productivité élevés qui ont pour contrepartie un blocage des salaires et une gestion serrée des effectifs. Au bout d'un moment, cela ne peut que tirer vers le bas la croissance du marché intérieur et étouffer la croissance. Le mouvement est d'ailleurs largement engagé, et la croissance ne perdure que grâce au dynamisme de l'emploi (+30 % de 1979 à 1995 contre seulement 9 % dans l'Union européenne), et à la redistribution vers les professions libérales et les plus-values. Mais le pouvoir d'achat du salaire moyen baisse à peu près continuellement depuis le début de l'ère reaganienne.

On peut donc avancer l'hypothèse selon laquelle les ressorts de la croissance américaine ne pourront être reproduits éternellement. La baisse du taux d'épargne et l'endettement des ménages ne peuvent se prolonger indéfiniment, pas plus, sans doute, que la montée de la pauvreté de masse qui touche y compris ceux qui ont un emploi (les working poors). La baisse du dollar a sans doute conduit à un cours-planer en deçà duquel s'ouvrirait une nouvelle crise du système monétaire international. Le creusement du déficit extérieur courant a retrouvé un ordre de grandeur inquiétant (170 milliards de dollars) alors même que l'excédent japonais se réduit, et que l'Allemagne est devenue déficitaire en rai-

Tableau 3
Taux de croissance du PIB par grandes zones

	1989-94	1994	1995	1996	1997-2002
Amérique Latine	3.0	4.6	2.3	3.8	4.4
Moyen-Orient					
Maghreb	3.7	0.7	2.9	4.7	4.0
Afrique Noire	2.1	1.9	5,1	4.5	4.0
4 NPI Asie	6.9	7.2	4.5	3.8	5.3
Reste Asie	7.3	8.6	7.6	7.6	7.5
Ex-URSS	-12.6	-16.0	-5.6	3.2	4.2
Est	-9.7	3.2	4.3	5.0	5.2
OCDE	1.8	2.9	2.8	2.6	2.2
MONDE	1.1	2.5	3.0	3.2	3.2

Source : OFCE

son du coût de l'unification. L'ensemble de ces évolutions impose désormais d'étroites limites au modèle reaganien de croissance.

CROISSANCE AU SUD ET À L'EST ?

« L'indicateur mondial témoigne d'un ralentissement sensible de l'activité. L'indicateur avancé des Etats-Unis confirme le ralentissement déjà observé ». La note de la Commission Européenne du 15 décembre repère un « *nouvel assombrissement du climat conjoncturel* ». Mais la subtile dialectique déjà signalée permet de dissiper ces inquiétudes : « *Néanmoins, en ce qui concerne l'avenir, les anticipations optimistes l'emportent au niveau mondial* ». Cette position permet de mettre le doigt sur un diagnostic que l'on retrouve implicitement ici et là, et dont l'optimisme repose sur l'amélioration des performances des pays hors OCDE, autrement dit de l'Est et du Sud. Le tableau est effectivement moins sombre que dans la dernière décennie, si du moins, on s'en tient aux indicateurs officiels de PIB, sans donc se poser la question des inégalités sociales internes.

Un certain retour à la croissance de zones comme l'Amérique latine (à l'exception majeure du Mexique), voire l'Afrique noire et le Moyen-Orient, le maintien du dynamisme global de l'Asie, et la fin de la chute libre dans les pays de l'Est, tous ces éléments dessinent un cadre relativement paradoxal, synthétisé par le tableau 3. Alors qu'entre 1989 et 1994, la croissance des pays industrialisés — bien que médiocre — restait supérieure à la performance mondiale (1,8 % contre 1 %), cette configuration devrait se renverser entre 1997 et 2002 (2,2 % contre 3,2 %). Autrement dit, les pays du Sud et de l'Est pourraient jouer dans les années à venir un rôle de locomotive, grâce à une croissance supérieure à celle des pays du Nord. Cela en dit long, soit dit en passant, sur le discours mensonger attribuant à la concurrence des pays à bas salaires l'étouffement de la croissance dans les pays riches.

Cependant, la mise en place d'une telle configuration semble peu compatible avec le modèle néolibéral dominant à travers le monde, qui consiste à donner la priorité aux exportations au détriment du marché intérieur, à placer en concurrence tous les pays du Sud, et à leur imposer l'ouverture de leurs frontières afin d'élargir les débouchés du Nord. Cette

logique de fer, imposée et codifiée par l'OMC (Organisation Mondiale du Commerce) ne peut déboucher sur une dynamique positive à l'échelle mondiale. L'exemple mexicain aide à comprendre pourquoi : ce modèle est fondamentalement source de déséquilibres extérieurs et se résout en crise financière pour les pays qui ont joué inconsidérément la carte de l'ouverture. Même l'OCDE est obligée de l'admettre, et de souligner les risques engendrés par la libéralisation des marchés financiers et par le développement mal contrôlé des « marchés émergents ». L'organisme en appelle à « des changements dans la gestion macro-économique et dans les institutions financières, afin d'éviter des difficultés économiques qui pourraient, dans les cas extrêmes, entraîner la désorganisation du système financier mondial ». Comme on ne voit pas d'où pourraient venir de tels changements, on peut difficilement partager l'optimisme officiel. Le domaine de validité d'un tel modèle est par essence réduit, et il est difficile de l'étendre à l'ensemble des zones de l'économie mondiale.

DE LA VRAIE NATURE DU CAPITALISME

La contradiction de fond à laquelle est confronté le capitalisme contemporain apparaît clairement à l'issue de ce rapide survol. Tout va bien du point de vue de la logique du profit, mais cela ne suffit pas à assurer une croissance soutenue et une capacité renouvelée du système à répondre aux besoins sociaux de plus en plus ignorés. Si l'on pouvait calculer une masse salariale à l'échelle mondiale, on s'apercevrait qu'elle est, au-delà d'évolutions locales, globalement bloquée par les politiques néolibérales. C'est donc désormais à l'échelle mondiale que s'exprime cette contradiction devenue si évidente en Europe : la bonne santé des profits a pour contrepartie un blocage salarial qui pèse sur les débouchés et sur la dynamique du capitalisme. On peut concevoir des exceptions localisées dans le temps ou dans l'espace, mais la mondialisation capitaliste consiste à imposer universellement ce modèle dont il serait donc vain d'attendre qu'il trouve de lui-même une réponse à un chômage et à une misère qu'il s'applique à étendre partout.



INPRECOR

Revue mensuelle d'information et d'analyse publiée sous la responsabilité du Secrétariat unifié de la IVe Internationale.

Les articles signés ne représentent pas nécessairement le point de vue de la rédaction.

*
Editée par PECCI Sarl au capital de 50 000 F, SIREN n° 391 857 562

*
Rédaction — Administration : PECCI, BP 85, 75522 Paris CEDEX 11, France Tél : (33-1) 43 79 29 60 Fax : (33-1) 43 79 29 61 E-Mail : inprecor@igc.apc.org

*
Gérant et Directeur de publication : Jean Malewski C.P. n° 59117. ISSN 1 0294 - 8516

*
Imprimé par Rotographie 2, Rue R.Lenoir, 93100 Montreuil

*
Diffusé dans les librairies par DIF'POP' SARL, 21 ter rue Voltaire, 75011 Paris, France.

Grèce

Fin d'une époque et accouchement difficile d'une nouvelle

En choisissant Kostas Simitis pour remplacer A. Papandreou à la tête du gouvernement, les socialistes grecs ont opté pour la rupture dans la continuité. L'opération n'est pas sans risques. De son succès dépendra non seulement la survie de leur parti, mais aussi la recomposition de la carte politique de ce pays tourmenté qui ne se fait plus d'illusions.

Georges Mitralias

LE CHANGEMENT AU SOMMET DU GOUVERNEMENT grec n'a pas été anodin. Le fait même qu'il coïncidait avec la fin de la carrière politique du patriarche Andreas Papandreou et surtout, avec la fin de toute une époque de l'histoire récente du pays, le rendait dès le début, douloureux et risqué.

En effet, pour le PASOK (Mouvement socialiste Panhellénique) il ne s'agissait pas seulement de choisir le successeur du vieux (et alors mourant) leader qui a toujours régné sans que personne n'ose jamais contester son pouvoir absolu. Il s'agissait aussi de choisir un nouveau Premier ministre et surtout d'éviter l'éclatement. Pour un parti fourre-tout habitué à exécuter des ordres et bâti autour de la personnalité charismatique et autoritaire de son fondateur, l'opération s'annonçait ardue et redoutable.

Après maintes intrigues et péripéties dans une ambiance qui faisait penser à la dernière période du péronisme (avec la jeune épouse de A. Papandreou tentant de jouer un rôle à la Lopez Rega), l'accouchement du successeur s'est fait finalement sans trop de douleurs. L'élection de justesse de Kostas Simitis a été accueillie avec soulagement par la plupart des députés du PASOK et avec enthousiasme par l'opinion publique. Venant après une longue période de pourrissement de la situation, d'incertitudes et de frustrations « nationales », l'avènement d'un nouveau Premier ministre au profil bas mais modéré et rénovateur, provoquait l'adhésion de presque 80 % des Grecs de toute appartenance politique !

Malheureusement pour K. Simitis, sa lune de miel avec l'opinion publique et l'état-major de son propre parti s'avérait de très courte durée. Avant même qu'il n'assume officiellement ses nouvelles fonctions, la confrontation gréco-turque pour les îlots de Imia (Kardak, en turc) de la mer Egée faisait apparaître toute sa fragilité originelle en déclenchant une crise qui secoue toujours la société et tous les partis grecs. A premier vue, cette nouvelle explosion nationaliste n'était qu'une fidèle réplique des précédentes qui avaient

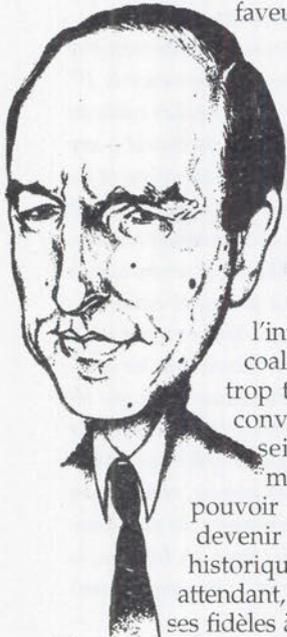
été provoquées par les questions macédonienne et albanaise. Cependant, cette fois il s'agissait aussi de quelque chose de beaucoup plus profond : la « trahison » de Simitis qui « s'était laissé humilié par les Turcs » (l'accusation appartient au chef de l'opposition conservatrice Miltiadis Evert) était présentée comme un constat d'échec de tout le virage pro-européen et moderniste du nouveau Premier ministre. Pour la gauche, mais aussi pour la droite (!) grecque, l'abandon — d'ailleurs tout relatif — de la traditionnelle rhétorique ultranationale et agressive par le successeur de Andreas Papandreou, constituait la preuve irréfutable de sa servilité envers l'Union européenne, les États-Unis et l'Occident impérialiste qui « évidemment » appuyaient par tous les moyens l'« expansionnisme turc » contre la Grèce mal aimée et orthodoxe.

CETTE FOIS, L'EXPLOSION ÉTAIT pourtant brève. Manœuvrant habilement et exploitant à fond les contradictions de ses adversaires, le nouveau Premier ministre arrivait à limiter les dégâts et à redresser la barre. Fort du soutien sans réserves de l'ex-Premier ministre et président honoraire du parti (conservateur) de la Nouvelle démocratie Kostas Mitsotakis (!), M. Simitis passait à la contre-attaque et confirmait son orientation pro-européenne et modérée. Bien qu'obligé de ménager les autres candidats à la succession de Papandreou (le ministre de la Défense G. Arsenis et le ministre de l'Intérieur A. Tsohatzopoulos), Kostas Simitis marquait des points jouant magistralement la carte de son inévitable « réalisme » tant en politique étrangère qu'en politique économique.

Voilà donc en quoi consiste la force de ce Premier ministre pourtant faible, qui est même contesté au sein de son propre parti : il propose une politique claire d'adhésion inconditionnelle au traité de Maastricht quand tous les autres se limitent à faire la même chose, mais sans l'avouer ouvertement. De même, constatant que la vague nationaliste est à bout de souffle, il « ose » dénoncer les dégâts qu'elle a provoqués à « l'économie nationale », tandis que ses adversaires continuent d'évoquer l'exemple ... d'Alexandre le Grand bien qu'il

avouent en cachette qu'il s'agit des balivernes démagogiques. Ainsi, il les fait tous chanter, ce qui d'ailleurs lui attire les faveurs de la bourgeoisie et de tous les centres de décision. Face à de tels « arguments », même les plus inconditionnels des chimères nationalistes sont condamnés à l'accepter ou encore à le soutenir, même s'ils continuent à ricaner contre ce Premier ministre « mou », docile et très peu « grec ».

Mais il y a plus que ça : la nouvelle politique proposée par M. Simitis provoque déjà des différentiations importantes au sein des autres formations, à l'exception du PC qui maintient son cap néostalinien et isolationniste. Profitant du désarroi et des divisions de la Nouvelle démocratie, le projet néolibéral et modernisateur du nouveau Premier ministre attire les



faveurs d'une fraction très importante de la droite grecque qui se déclare ouvertement intéressée à la recomposition du paysage politique. En même temps, son virage modéré en politique étrangère (normalisation des rapports avec les pays voisins, reconnaissance de la République de Macédoine) provoque l'adhésion des secteurs de la gauche non communiste tant à l'intérieur, qu'à l'extérieur du parti de la coalition de gauche. Bien qu'il est encore trop tôt pour qu'on puisse parler d'une convergence de tout ce bon monde au sein d'un parti unique, il est quand même incontestable que l'arrivée au pouvoir de M. Simitis et de sa fraction peut devenir le catalyseur d'un chambardement historique de la carte politique grecque. En attendant, le nouveau Premier ministre grec et ses fidèles à l'intérieur du PASOK voient s'élargir

leur marge de manœuvre quand il s'agit de rendre encore plus sévère la politique d'austérité et de privatisations qui sont contre-balançées par l'appui offert par nombre de députés de la droite qui suivent quelques leaders prestigieux de la Nouvelle démocratie. En même temps, l'opposition (souvent extrême) d'une fraction du PASOK aux projets de normalisation des rapports avec la République de Macédoine, l'Albanie et — dans une certaine mesure — avec la Turquie, est tempérée par l'appui offert par les pro-européens modérés de la droite et de la gauche.

LE RÉSULTAT EST PARADOXAL : M. Simitis peut se prévaloir de son audience hors de son propre parti pour contre-carrer ses adversaires au sein de son gouvernement et dans les instances dirigeantes du PASOK ! Comme c'est évident, une telle situation ne pourra pas durer éternellement. Le parti au gouvernement pourrait exploser à n'importe quel moment et sa crise finale servira de détonateur à la recomposition générale du paysage politique de M. Simitis peut très bien ne pas durer longtemps à la tête de ce gouvernement, mais rien n'indique qu'il ne reviendra au pouvoir comme leader soit d'une nouvelle formation, soit d'un gouvernement de coalition.

Face à ces grandes manœuvres du monde politique qui sont d'ailleurs encouragées par le grand capital et l'écrasante majorité des entrepreneurs grecs, la gauche et le mouvement syndical restent largement impuissants. Ayant collaboré ou pire, ayant inspiré et dirigé la soumission du mouvement ouvrier aux politiques successives d'austérité, la gauche

grecque est aujourd'hui trop divisée, désarmée et déconsidérée pour pouvoir jouer les troubles fête. En somme, elle paye maintenant le prix de ses trahisons qui pourraient se résumer à ces quelques chiffres : durant la période 1986-1994 (hormis la période 1989-1993, le PASOK est au pouvoir depuis 1981), le revenu réel moyen des salariés grecs a diminué de 12 %, tandis que le taux moyen de profit de leurs patrons a augmenté de 22 %. Durant la même période, le revenu réel moyen des salaires des pays membres de l'Union européenne a augmenté de 11,6 %, tandis que le taux moyen de profit du patronat a augmenté de 13,5 % (chiffres extraits d'une étude de l'Union des banques grecques qui tient compte des statistiques de l'Union européenne et de l'OCDE). Comme on le voit, il s'agit d'une vraie débâcle qui explique largement l'état actuel lamentable du mouvement syndical.

Mais il y a pire. La même gauche respectueuse ne s'est pas limitée à cautionner cette politique scandaleuse qui a fait le malheur des uns et le bonheur des autres. Elle s'est rendue corps et âme à l'offensive nationaliste, xénophobe et raciste de la bourgeoisie grecque avec laquelle elle a même pactisé au nom de l'unité nationale et... anti-impérialiste du peuple grec ! Ce n'est donc pas un hasard si les travailleurs aient « consenti » à ces « sacrifices » qui les ont amenés au bord de la paupérisation, persuadés comme ils étaient que leur sur-exploitation servait les intérêts de la « patrie assiégée ».

CEPENDANT, LE TABLEAU N'EST PAS totalement noir. Depuis deux mois on assiste au développement impétueux des mobilisations populaires. Les paysans, les éleveurs, les retraités et dans une certaine mesure, les ouvriers (chantiers navales), les employés et les étudiants mènent des luttes qui sont parfois exemplaires. Pourtant, bien que leurs explosions deviennent de plus en plus violentes (surtout chez les paysans et les éleveurs), elles restent fragmentées, non coordonnées et sans perspectives politiques.

Peut-on alors conclure que tout va bien ou que la bourgeoisie grecque n'aura rien à craindre pour les années à venir ? Non, pas du tout. D'un côté, la crise de sa représentation politique reste entière et de l'autre, l'exaspération des travailleurs et des paysans est telle qu'on puisse s'attendre à tout, c'est-à-dire même à un prochain élargissement des conflits sociaux à d'autres secteurs de la classe ouvrière. Alors, bien qu'il est hasardeux de faire des prévisions, on peut quand même affirmer que l'extrême précarité de la situation politique combinée à l'érosion galopante de la crédibilité des grands partis et à la fragilisation de tout le paysage politique, facilitent la reprise des luttes en rendant inopérantes les moyens traditionnels de contrôle de la société grecque.

Ainsi va donc la Grèce au moment où elle est en train de vivre la fin de la longue époque qui a commencé il y a 22 ans, avec la chute de la dictature des colonels. A l'instar de peuples d'autres pays européens qui ont fait des expériences analogues (Espagne, Portugal), le peuple grec tire aussi maintenant le bilan de ses espoirs et de ses illusions enterrées sous les décombres de la social-démocratie réellement existante. Aujourd'hui, son réveil est brutal, mais peut être salutaire. D'ailleurs, il n'est jamais trop tard pour qu'il règle la note à ceux qui ont foulé aux pieds tant d'espoirs et tant d'idéaux.



POLYNÉSIE L'après CEP ?

La campagne d'essais nucléaires s'est enfin terminée en Polynésie. Mais les conséquences de 30 ans de colonialisme atomique hypothèquent plus que jamais l'avenir du pays Maohi. Une polémique s'instaure maintenant sur la restitution de Moruroa par le Centre d'expérimentation du Pacifique (CEP). Une délibération de l'assemblée territoriale en 1964 stipulait qu'en cas de cessation d'activités du centre d'essais, ces atolls avec les infrastructures s'y trouvant redevaient propriétés du Territoire. Hors depuis quelques mois, le Commissariat à l'énergie atomique (CEA) s'acharne à détruire tout. Pourquoi cet acharnement ? Cette obstination ne peut avoir qu'une raison : éviter un peuplement civil de l'atoll, certaines zones seraient elles contaminées ?

Dans ce contexte, Gaston Flosse, président du territoire a obtenu le versement de 900 millions de francs par an pendant 10 ans, sans véritable projet ni contrôle. Il a négocié un nouveau statut pour la Polynésie. Ses pouvoirs se sont considérablement accrus. Il va même se donner une étiquette antinucléaire en allant signer au nom de la France le traité de Rarotonga de déclunéarisation du Pacifique.

Dans ce climat passionné, le 12 mai vont avoir lieu les élections territoriales. Flosse est quasiment sûr de les remporter, il a les moyens financiers et les principaux médias à sa botte. Son argument est le nouveau statut rempart contre l'indépendance, qui conduirait selon lui au sous-développement. En dehors de petites listes, il a principalement deux adversaires. Emile Vernaudeau, le populiste, promet une terre et une maison à chaque famille. Oscar Temaru, le leader du principal parti indépendantiste, le Tavini, a multiplié les erreurs depuis 1995. Sa force était d'avoir su garder les mains propres de toute corruption. Peu de temps après, il accueillait sur sa liste Alexandre Léontieff, un des plus corrompus qui sortait juste de prison ! Enfin, son programme est un peu léger : l'indépendance réglerait tout. Deux faits sont à noter pour ces élections : l'apparition de partis locaux d'archipels et la présence pour la première fois d'une liste du FN.

Dans ce tableau bien sombre, l'alternative est à chercher du côté de la société civile, plus spécialement du côté de Hiti Tau. Ce réseau associatif est actif dans un certain nombre de domaines : questions d'environnement, défense des droits de l'homme et des peuples autochtones, micro projets de développement durable, question des femmes, etc. Sa conception de base est de « décoloniser les esprits », d'élaborer un projet alternatif aux millions de Flosse. Mais la cause nationale 1996 pour Hiti Tau est la mise en place d'une commission d'enquête indépendante sur l'impact des essais nucléaires sur la santé des populations autochtones.

Pour les soutenir : Hiti Tau BP 4611 Papeete, Tahiti, Polynésie Française
fax : (689) 572880. Compte Bancaire WESTPAC 102582 C23

UKRAINE En direct !

En décembre 1994, le Secrétariat unifié de la IV^e Internationale recevait une lettre de Dniepropetrovsk, en Ukraine. Son auteur précisait qu'il faisait partie d'un groupe sou-

haitant connaître le point de vue de notre organisation. Une correspondance régulière s'en est suivie. Il s'agit de militants qui se considèrent comme trotsystes mais qui, ayant déjà été en rapport avec divers groupes (spartakistes, morénistes, etc.) demeurent indépendants. Les marxistes-révolutionnaires sont rares et isolés en Ukraine comme en Russie et nous sommes certains que leurs opinions intéresseront nos lecteurs.

Nous publions donc des extraits de leur dernière lettre et de leur « Appel aux travailleurs et aux citoyens d'Ukraine ». Ce texte soulève quelques interrogations de notre point de vue (sur ce qu'entraînerait une victoire de Koutchma, sur l'influence réelle du PS et des PC) et nous souhaitons engager une discussion avec ces camarades. Nous ne manquerons pas d'en tenir informés nos lecteurs.

(...) Nous avons eu des grèves et des meetings de caractère principalement économique. Les grèves ont commencé le 1^{er} février dans la région de Donetsk et de Lougansk. Les syndicats officiels eux-mêmes, liés à l'ancien PCUS, ont appelé à une action de solidarité de 24 heures. Le parti socialiste et les « communistes » du KPU et du PKBU ont commencé par annoncer qu'ils ne participeraient pas au mouvement car, eux, n'agissent que dans le cadre de la loi. Ensuite ils se sont activés entre le Président et le parlement. Le principal espoir des « socialistes » et des « communistes » en Ukraine repose sur le renforcement du PC de la Fédération de Russie dans les structures étatiques russes. Son leader G. Ziouganov, ainsi que les forces qui s'abritent derrière lui, comme l'ancien premier ministre N. Ryjkov (actuellement directeur de la Banque universelle de Tver), aspirent véritablement au pouvoir, mais ce sont des nationaux-patriotes et pas des communistes. Ils ne souhaitent qu'un ordre « corporatiste ». Chez nous, en Ukraine, la situation économique est très mauvaise et il n'y a aucune amélioration à prévoir.

Je vous envoie notre Appel en tract. Nous l'avons distribué dans les comités de travailleurs et les syndicats libres (...):

Depuis janvier 1996, le président L. Koutchama a donné des directives au pouvoir exécutif pour qu'il mette au point d'urgence le projet de « constitution présidentielle » (...). Cela signifie que L. Koutchma, premier patriote et ancien « directeur soviétique », a décidé de priver le peuple ukrainien de tous ses droits civils et politiques (...). N'attendez pas qu'on vous invite à défendre vos droits. Quelqu'un vous-a-t-il d'ailleurs invité à faire grève ? Voici ce que nous exigeons :

- une constitution sans Président !

- le droit de former des conseils ouvriers, des commissions de citoyens ainsi que des assemblées représentatives des travailleurs dans les quartiers et les usines ;

- de larges possibilités de direction et de contrôle pour les élus des assemblées locales.

Nous appelons tous les militants et tous les citoyens à se battre pour ces revendications et à agir à travers les comités de travailleurs, les syndicats et les autres organisations. Les organisations syndicales doivent être particulièrement actives dans ce combat.

Non aux plans antipopulaires du Président, des banques et des « corporations »

Pour la victoire de la solidarité socialiste des travailleurs !

Lutte socialiste, IV^e Internationale

Dniepropetrovsk, 1^{er} mars 1996.

Nouvelles du Monde

